

1 - " L'Europe : évolutions géopolitiques d'un espace retrouvé "

2 - Chef de Bataillon (Terre) FOUILLAND Rémi (France)

3 - 15 janvier 1999

4 - Division B

5 - Mémoire de géopolitique

6 - Après une longue division en deux blocs, l'Europe tente de renouer avec sa géographie. L'Union Européenne affiche un niveau d'intégration de plus en plus élevé mais paraît désarmée face aux bouleversements géopolitiques en cours en Europe centrale et, singulièrement, en Europe balkanique. De plus, certains vieux Etats-nations sont fragilisés par des tentatives de sécession régionales et le continent connaît une situation démographique désastreuse, porteuse de déséquilibres par rapport au reste de la planète. Pour jouer un rôle clé au siècle prochain, l'Europe, ancien " centre du monde ", doit retrouver son équilibre géopolitique. Dans cette perspective, la France a une action de premier plan à mener.

7 - Europe, tensions, Nations, union, équilibre.



CBA FOUILLAND

GROUPE B4

Mémoire de géopolitique

L'EUROPE : EVOLUTIONS GÉOPOLITIQUES D'UN ESPACE RETROUVE

-

JANVIER 1999

SOMMAIRE

Introduction

I - L'Europe : diversité et unité d'un continent

I.1 - Un ensemble géographique complexe

I.11 - Le rapport de l'Europe à la terre

I.12 - Le rapport de l'Europe à la mer

I.2 - Une histoire mouvementée

I.21 - Des origines de l'Europe à l'apogée de la chrétienté occidentale

I.22 - Plusieurs siècles d'une histoire riche et mouvementée

I.23 - Vers la destruction du continent

I.24 - Vers la construction européenne

I.3 - Le nouvel espace européen

II - Les principaux déséquilibres géopolitiques en Europe

II.1 - Les tensions en Europe centrale et balkanique

II.11 - Le contexte

II.12 - Le Kosovo

II.13 - L'ex-Yougoslavie

II.14 - Les tensions gréco-turques

II.15 - Le cas des autres pays de l'ex-Europe de l'Est

II.16 - La Russie et ses voisins

II.17 - Conclusion

II.2 - Les vieux Etats-nations fragilisés

II.21 - Le contexte

II.22 - L'expression du sentiment national

II.23 - L'expression d'une volonté économique

II.24 - Conclusion

II.3 - L'Europe victime de sa démographie

III - Vers une grande Europe pour le XXI^{ème} siècle

III.1 - La recherche de l'équilibre pour le continent

III.11 - Le principe de l'équilibre

III.12 - Les enjeux de l'intégration européenne

III.13 - Vers une Europe confédérée, garantie d'équilibre pour le continent

III.2 - L'Europe face à l'Est

III.21 - Les frontières orientales du continent

III.22 - La Turquie : contrefort de l'Europe au Sud-Est

III.3 - Le destin géopolitique européen de la France

III.31 - La position privilégiée de la France en Europe

III.32 - Les grandes lignes d'une politique européenne de la France

Conclusion

Bibliographie

Annexe : L'Europe en 1998

Introduction

-

Après environ un demi-siècle d'une division en deux blocs d'influence, l'Europe se retrouve face à elle-même et tente de reprendre possession de sa géographie. Cependant, après avoir été étouffés durant l'affrontement Est-Ouest, les problèmes territoriaux et nationaux sont à nouveau à l'ordre du jour en Europe centrale et balkanique. Ils sont généralement issus des traités signés par les grandes puissances à la fin de la Première Guerre mondiale et resurgissent parfois sous la forme de conflits violents.

Face à un espace est-européen désorganisé et potentiellement dangereux, l'Union Européenne affiche un haut niveau d'intégration économique mais semble en panne diplomatiquement et militairement. Elle attire un nombre croissant de pays nouveaux, soucieux d'accéder rapidement à un niveau de vie équivalent à celui de leurs voisins occidentaux, tout en se montrant désarmée vis à vis des bouleversements géopolitiques en cours à ses frontières. Pourtant, certains pays qui la composent sont directement concernés par l'avenir de l'Europe centrale. C'est le cas notamment de l'Autriche, centre naturel de cet espace, et de l'Allemagne réunifiée, prospère et puissante, qui en est proche géographiquement et culturellement.

Parallèlement, quelques vieux Etats-nations d'Europe occidentale que l'on croyait stables, sont fragilisés par des tentatives de sécession qui rappellent, par certaines caractéristiques, l'époque d'un nationalisme européen exacerbé. Ce regain du régionalisme est à mettre en perspective avec l'instabilité rencontrée en Europe de l'Est, même si des effets similaires ne sont pas liés aux mêmes causes.

Enfin, c'est l'Europe toute entière qui connaît une situation démographique désastreuse, porteuse de déséquilibres à long terme par rapport aux grands ensembles mondiaux.

Or, l'Europe constitue un espace qui a longtemps été central grâce à son influence culturelle et spirituelle, à son ardeur diplomatique et à sa puissance technologique et militaire. Si le continent veut jouer un rôle clé au siècle prochain par rapport aux autres grandes entités mondiales, il doit répondre aux dangers de décomposition qui le menacent.

Pour compter face aux Etats-Unis, seule grande puissance de cette fin de siècle, ou face à l'Asie, détentrice d'environ 30 % de la richesse mondiale, fortement peuplée et surarmée, l'Europe doit regrouper ses forces. L'une des conditions nécessaires pour que le Vieux Continent renoue avec le rayonnement, c'est qu'il rétablisse son équilibre géopolitique interne. Cette stabilité à retrouver pourrait se conforter par la construction de fédérations, prenant en compte les contraintes historiques, géographiques et culturelles d'espaces donnés. Celles-ci déboucheraient éventuellement, dans un avenir plus lointain, vers une Europe confédérée.

I - L'Europe : diversité et unité d'un continent

Le continent européen n'est pas géographiquement uniforme. Il existe une Europe du Nord-Ouest, océanique, aux montagnes usées, à la civilisation industrielle avancée, et une Europe méditerranéenne plus ensoleillée, au relief plus âpre et à l'économie moins riche. De même, s'opposent et se complètent une Europe nordique rude mais prospère et une Europe orientale plus rurale, plus continentale et moins développée. Mais toutes ces différences ne doivent pas occulter des facteurs géopolitiques qui s'appliquent à l'Europe dans sa globalité : sa relation avec la terre et son puissant rapport à la mer. Ces données essentielles, alliées à la richesse d'une civilisation qui a dominé le monde pendant plusieurs siècles, ont marqué l'histoire tumultueuse du continent.

I.1 - Un ensemble géographique complexe

La réalité géographique de l'Europe est mal définie. Si les mers et les océans constituent une limite naturelle pour le continent au nord, à l'ouest et au sud, il est clair que, plus on va vers l'est, plus l'Europe tend à se fondre avec l'Asie. Dans sa partie orientale, l'Europe n'a pas de limite géographique, sa frontière est fixée arbitrairement.

L'Europe est traditionnellement considérée comme s'étendant de l'Atlantique à l'Oural. Elle couvre ainsi 10 millions de kilomètres carrés et se trouve être, à l'exception de l'Australie, le plus petit des continents. L'Europe est en effet quatre fois moins étendue que les Amériques ou l'Asie et trois fois moins que l'Afrique. Selon cette définition, elle compte presque 700 millions d'habitants ce qui constitue environ 12 % de la population mondiale.

I.11 - Le rapport de l'Europe à la terre

L'Europe a, tout d'abord, un rapport à la terre fortement marqué. Elle apparaît nettement comme la péninsule occidentale de l'Asie, à laquelle elle est reliée très directement à l'est et au sud-est. Ceci a d'ailleurs eu une grande importance pour son peuplement et son évolution historique. Ce phénomène est renforcé par le fait que l'Oural, dont les sommets sont à peine plus élevés que ceux des Vosges, n'a jamais constitué un obstacle infranchissable. La Russie enjambe cette chaîne montagneuse et s'étend sur une grande partie du continent européen ainsi que sur toute l'Asie septentrionale.

Le relief de l'Europe se caractérise par l'existence de deux barrières montagneuses qui compartimentent l'espace. La première d'entre elles s'étire des Alpes aux Carpathes et traverse l'Europe centrale. A l'est, elle rejoint presque la mer Noire tandis qu'à l'ouest, elle se termine par l'arc alpin qui détermine les frontières de l'Italie, et par l'enroulement du " quadrilatère Bohême " qui délimite la Bohême et la Moravie. La seconde chaîne montagneuse importante pour l'Europe est celle des Balkans. Le relief y est particulièrement difficile et cloisonné. Ceci justifie que le peuplement de cette zone se soit réalisé de manière

tourmentée, les populations s'y enchevêtrant de manière complexe. Région géographiquement difficile, les Balkans sont naturellement une zone de fracture géopolitique.

Les massifs montagneux ont la faculté de constituer des frontières naturelles. Ainsi, le territoire Français est délimité entre l'enroulement des Alpes et l'Atlantique, et le noyau de l'actuelle Roumanie se trouve entre la chaîne des Carpathes et la mer Noire. Leur définition géographique assez précise a permis aux peuples installés dans ces espaces de préserver assez largement la culture romaine qui leur avait été imposée.

Outre l'existence de barrières montagneuses qui divisent partiellement l'espace européen, celui-ci reste cependant marqué par son absence de relief. La grande plaine glacière russe s'achève dans la Flandre française. Les seules coupures qui fragmentent cet immense glacis sont des fleuves qui, de la Dvina au Rhin, en passant par l'Oder ou l'Elbe sont parallèles et n'offrent aucune véritable frontière naturelle. Par conséquent, les conflits territoriaux et nationaux ont pu se développer très largement dans cet espace mal délimité qui constitue une zone de peuplement instable. A titre d'exemple, la Pologne, qui s'étendait au XV^{ème} siècle de la Baltique à la mer Noire, disparaîtra complètement au XVIII^{ème} siècle en raison de l'accaparement de son territoire par ses voisins. Recréée en 1918, son espace territorial sera encore décalé en 1945 de 400 kilomètres vers l'ouest, par rapport à ce qu'il était avant son anéantissement.

Notons enfin que le rapport de l'Europe à la terre n'a très souvent été envisagé que dans le sens est-ouest, l'Europe, étroite, constituant le cap occidental de l'Asie et voyant s'amasser les populations venues de l'Est. Cependant, il est possible de considérer le rapport inverse, l'Europe devenant le " continent moteur " qui s'étend jusqu'au Pacifique. Cette approche n'est pas erronée étant donné que les Russes sont depuis le XVII^{ème} siècle sur les rivages de cet océan et qu'ils forment la majorité de la population de la Sibérie. Dans ce cas, l'Eurasie incluant l'Europe, la Transcaucasie, l'Asie centrale, la Sibérie et l'Extrême-Orient russe, forme un ensemble presque trois fois plus vaste que l'Europe de l'Atlantique à l'Oural (plus de 27 millions de kilomètres carrés) avec une population de 800 millions d'individus. Ainsi se pose le problème des limites orientales de l'Europe qui sera abordé dans la troisième partie de ce mémoire.

I.12 - Le rapport de l'Europe à la mer

Si l'Europe a un rapport à la terre très puissant, elle est intimement pénétrée par les influences maritimes. Aucun point de son territoire n'est à plus de 1500 kilomètres d'un rivage marin, que ce soit celui de l'océan Atlantique ou celui d'une mer intérieure : Baltique, Méditerranée ou mer Noire.

L'influence maritime sur l'Europe se caractérise en premier lieu par la présence de trois presqu'îles sur son flanc sud : les péninsules hellénique, italienne et ibérique. Celles-ci sont elles-mêmes prolongées par des îles, notamment la première qui se trouve de ce fait comme reliée à l'Asie Mineure. Si, géologiquement, l'Asie Mineure constitue la presqu'île occidentale de l'Asie, elle est géographiquement et humainement assez proche de l'Europe. En outre, elle contrôle l'accès à la Mer Méditerranée au nord-est, au moyen des détroits du Bosphore et des Dardanelles. Presque symétriquement, Gibraltar, extrémité sud de la péninsule ibérique, en permet l'accès à l'ouest et fait le lien entre l'Europe et l'Afrique.

En plus des presqu'îles du Sud, le continent européen est marqué par l'existence de deux péninsules au Nord : la danoise d'une part, la norvégienne et la suédoise d'autre part. Cette dernière réalise la jonction entre l'Europe et l'Arctique. Se distinguant mal sur les cartes, le Cap Nord n'en a pas moins une importance géostratégique de premier plan car il contrôle la navigation qui contourne l'Europe par le nord-est et notamment tout le trafic entre l'Atlantique Nord et les ports russes sur la mer de Barents et la mer Blanche.

Mais le rapport à la mer de l'Europe ne s'arrête pas là. L'Europe, considérée comme une immense presqu'île, se voit prolongée par les Iles Britanniques " suivies " de l'Islande. Ces îles, qui regardent vers l'Europe continentale autant que vers le large, sont le point d'aboutissement des vagues migratoires venues de l'Est, bien qu'elles se soient toujours montrées difficiles d'accès pour les envahisseurs. Si elles doivent beaucoup à l'Europe, et notamment leur population, elles nourrissent en échange la partie occidentale du continent avec leur particularisme inhérent à leur position d'extrémité isolée.

Enfin, la gigantesque péninsule qu'est l'Europe et l'importance de sa façade océanique, lui confère une relation privilégiée avec le reste du monde . Dès qu'ils peuvent disposer de navires leur permettant de traverser l'océan, tous les Européens de la façade atlantique, Portugais, Espagnols, Hollandais, Anglais et Français se lancent dans l'aventure. Ainsi, les Açores sont découvertes en 1431 et Magellan rentre du premier tour du monde en 1522. La constitution de l'immense empire colonial des Européens, et notamment le peuplement des Amériques, peut s'entendre comme le prolongement extrême des vagues migratoires venant de l'Est, que le continent a toujours connu.

De nos jours, le rapport à la mer de l'Europe est accentué par deux phénomènes, l'un étant de nature économique et l'autre géostratégique.

Dans le domaine économique, l'Europe ne dispose que de peu de ressources énergétiques et de minerais. Elle doit donc importer ces denrées, en particulier par la mer, et utilise largement la mer pour exporter ses produits finis. L'Europe, dans son ensemble, dépend énormément des mers et sa prospérité repose sur un mouvement permanent d'importations, de transformations et d'exportations. Le maintien constant des courants d'échange lui est d'une importance vitale, le corollaire étant qu'elle doit absolument être en mesure d'assurer la sécurité de ses communications maritimes de manière globale.

Sur le plan géostratégique, l'Europe, sans épaisseur, offre à l'Ouest une immense façade atlantique, dont la Norvège constitue le bouclier septentrional, ainsi que de nombreux autres

rivages. Or, le développement des fusées mer-sol à longue portée pourrait permettre à un agresseur de frapper le " territoire européen " dans sa profondeur depuis le large, avec des charges qui pourraient être aussi bien classiques que nucléaires. Cette situation a naturellement conduit les Européens à se coordonner pour être en mesure d'assurer la sûreté des mers qui bordent le continent. Il en va de la survie de l'Europe en cas de conflit par la mer, celle-ci étant d'autant plus vulnérable que son littoral est étendu et morcelé.

I.2 - Une histoire mouvementée

Le but n'est pas de présenter dans le détail l'histoire deux fois millénaire de l'Europe et de ses peuples. Il s'agit plutôt de tenter de cerner les origines historiques du Vieux Continent et de montrer que l'idée d'Europe n'est pas nouvelle, même si elle a revêtu des contours différents au cours des siècles.

Sur le plan géopolitique, il est intéressant de mettre en évidence les éléments qui, au cours des siècles, ont conduit l'Europe à se consolider ou, au contraire, à se déchirer. Il est également judicieux d'insister sur les facteurs historiques qui peuvent expliquer la situation actuelle sur le continent.

I.21 - Des origines de l'Europe à l'apogée de la chrétienté occidentale

Le terme " Europe " a été inventé par les Grecs au VII^{ème} siècle avant JC pour désigner le nord continental de leur contrée, qui leur était inconnu. Mais c'est véritablement l'Empire romain, qui, ayant pénétré en Grèce en 170 avant JC environ, va marquer profondément une large partie du continent. En effet, la conquête a été durable et Rome a su mettre en place d'efficaces institutions d'Etat relayées par une langue commune. Dans différents domaines, comme ceux de l'éducation et du droit, l'influence de Rome est encore considérable dans l'Europe actuelle. Comme l'écrit J.B. Duroselle dans son ouvrage " L'Europe : histoire de ses peuples " : " Rome a dominé l'Italie sur le plan politique, mais aussi pour quatre siècles la Gaule, pour deux siècles et demi la Grande-Bretagne, pour cinq siècles et demi une grande partie de l'Espagne, pour trois siècles et demi le reste de l'Espagne et le Portugal ". Il convient cependant de souligner que l'Empire ne couvre pas l'ensemble du continent européen, le nord du Danube constituant la Barbarie. Par contre, il est à cheval sur la Méditerranée et englobe des pays comme la Syrie ou la Tunisie.

La naissance du Christianisme, et surtout sa diffusion dans l'Empire romain pendant 300 ans, a transformé l'Europe et lui a donné un véritable " ciment ". Il faut néanmoins rappeler que le Christianisme n'est pas initialement un phénomène européen. Il est né en Orient et s'est répandu d'abord pendant plusieurs siècles dans le bassin oriental de la Méditerranée avant de déborder les frontières de l'Empire romain avec l'ambition de devenir universel. De plus, la rupture entre Rome et Constantinople au IV^{ème} siècle marque la division de l'Eglise en deux

blocs rivaux. Le pivot de l'Europe devient alors l'Empire romain d'Occident qui sera détruit par les Germains au V^{ème} siècle.

L'idée d'Europe comme entité constituée réapparaît nettement vers le milieu du VIII^{ème} siècle. L'apport des Germains y est considérable et l'Empire carolingien qui domine fait preuve d'une forte unité culturelle et politique. Ceci est d'autant plus remarquable qu'il est constitué d'une variété de peuples différents qui ont eu l'occasion d'acquiescer la conscience d'eux mêmes. A une époque où les communications sont difficiles, il est important de souligner qu'il a les contours de l'actuelle Union Européenne à l'exception de la Grèce, des pays scandinaves, de l'Irlande, de la Grande Bretagne, de l'Italie du Sud, du Portugal et d'une partie de l'Espagne. Il représente une communauté intellectuelle se voulant civilisatrice ainsi qu'une certaine conception de l'homme et de la société marquée par l'héritage gréco-romain. Il impose un cadre hérité de " l'impérium " romain et possède l'essence d'une civilisation répandue par le Christianisme. Le mot " Europe " lui-même réapparaît avec clarté vers 750 et représente l'unité occidentale chrétienne. En 769, un chrétien se nommant Isidore le Jeune et vivant dans le Califat musulman de Cordoue décrit la bataille de Poitiers de 732 en appelant " Europeenses " (Européens) l'armée de Charles Martel combattant contre les Sarrasins. De même, un poème d'Angilbert daté de 800, évoque Charlemagne comme le " chef vénérable de l'Europe ".

Cependant cette phase d'unité européenne est relativement brève car, dès 843, l'Europe est scindée en trois lors du partage de Verdun. A partir de cette date, son évolution est caractérisée par l'extrême morcellement de l'autorité au sein de chaque royaume ainsi que par le pouvoir du système seigneurial. Jusqu'à la fin du XI^{ème} siècle, l'Empire d'Occident se décompose fortement.

Les XII^{ème} et XIII^{ème} siècles, qui sont marqués par l'apogée de la chrétienté occidentale, sont aussi ceux de l'unité spirituelle d'une Europe large, plus étendue vers l'Est que l'actuelle Union Européenne. Le terme d'Europe ne fait pas partie du vocabulaire mais l'unité chrétienne rassemble une grande partie du continent. Cependant, le principe de la séparation des pouvoirs spirituel et temporel différencie le monde chrétien européen du monde islamique. L'unité spirituelle se manifeste de multiples façons. L'Europe est d'abord la source des grands ordres religieux qui s'étendent à de nombreux pays, comme celui de Cluny ou celui de Cîteaux marqué par la personnalité de Saint Bernard. Certains d'entre eux, en Italie, vont être à l'origine d'une institution nouvelle et typiquement européenne : les universités. Mais l'Europe à cette époque, c'est surtout de très nombreux édifices, châteaux, villes, cathédrales romanes puis gothiques qui démontrent la très grande richesse et la cohérence de ces deux siècles. S'il est vrai qu'il existe un système féodal fort qui engendre de nombreuses querelles entre seigneurs et qui implique une société très hiérarchisée, s'il est également vrai que les chrétiens estiment légitime d'user de violence contre les musulmans, il n'en demeure pas moins que l'Europe est soudée par un même élan spirituel, même si elle n'existe pas politiquement. A l'Ouest la paix règne tandis qu'à l'Est l'immense assaut mongol déferle sur la Pologne, la Hongrie et la Bohême pour arriver aux portes de Vienne en 1241. Le but de cette invasion des Mongols, qui a saisi le continent par l'Est, est de transformer l'Europe, par une dévastation systématique, en une vaste zone sans vie afin de garantir le flanc occidental de leur empire, qui s'étend de la Chine à la Moscovie. En 1241, c'est l'Europe dans son

ensemble qui s'attend à subir la pression de la marée mongole et s'organise pour y faire face. L'invasion n'ira pas plus loin en raison du décès du maître de l'empire, Ogodai, mais l'Europe comme unie par un même destin géopolitique, a dû affronter une première grande menace globale.

I.22 - Plusieurs siècles d'une histoire riche et mouvementée

Les XIV^{ème} et XV^{ème} siècles en Europe sont ceux du renforcement des royaumes comme l'Angleterre, la France, la Castille, l'Aragon et le Portugal. Ils se caractérisent également par la montée d'une grande crise économique, démographique et spirituelle qui porte en germe la rupture de la Réforme du siècle suivant. Mais l'Europe est le moteur d'une évolution considérable des sciences et techniques qui va lui permettre de commencer la conquête du monde. Elle connaît également, comme au siècle précédent, une grande menace orientale. Il s'agit de l'arrivée des Turcs qui s'emparent de Constantinople en 1453 ce qui provoque la chute de l'Empire romain d'Orient.

Au XVI^{ème} siècle, la Réforme initiée par Luther met fin à l'unité spirituelle de l'Occident. Parallèlement, la forte créativité européenne stimulée par une grande liberté d'esprit issue elle-même de la théorie des " deux glaives ", permet une forte poussée des Européens vers le reste du monde. Mais elle débouche aussi sur des progrès dans l'armement dont les Européens usent en se battant féroce entre eux. C'est à cette époque, et certainement en raison de multiples conflits, que naît un principe géopolitique important pour l'Europe à venir : il s'agit de la recherche de l'équilibre par constitution de coalitions dirigées contre le pays qui semble le plus menaçant à une période donnée. L'équilibre européen devient l'une des données essentielles du système politique et régit les rapports et les alliances entre souverains. Enfin, l'Europe, de nouveau soumise à la menace turque, tente d'y faire face de manière unie. A trois reprises en effet, les Turcs entreprennent des campagnes pour s'emparer de l'Autriche (1529, 1532, 1566). Au cours de la première, ils atteignent les remparts de Vienne.

Les XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles ne vont pas dans le sens d'une Europe unie. Il sont au contraire marqués par les conflits entre pays européens, dont la guerre de Trente Ans débouchant sur le traité de Westphalie en 1648. Un sentiment national de plus en plus fort prédomine dans les monarchies absolues. Cependant, quelques esprits sont certains que l'Europe du Siècle des Lumières, brillamment en tête du progrès mondial, ne peut que s'unifier. La révolution française et ses ramifications occidentales constitue, sur le plan de l'Europe, une grande désillusion. La France apparaît comme un pays hégémonique et le nationalisme ne cesse de croître sur le continent.

L'Europe de Napoléon est celle de la conquête. Napoléon tente bien d'unifier l'Europe mais il agit par la force au profit de la France. Ainsi, il rompt avec le principe de l'équilibre européen instauré au XVI^{ème} siècle. Même si, depuis Charlemagne, l'Europe politique n'a jamais semblé aussi proche, la structure repose sur la domination et va s'attirer la haine de tous, puis entraîner l'extension de coalitions antinapoléoniennes et la montée de mouvements populaires nationaux. Le congrès de Vienne de 1814-1815 regroupant l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse,

la Russie et la France cherche à réorganiser le dispositif européen. Talleyrand s'emploie à ce que la France, vaincue, figure encore au rang des grandes puissances et arrive même à diviser les quatre vainqueurs en concluant, en janvier 1815, une alliance entre la France, l'Angleterre et l'Autriche contre la Prusse et la Russie. Le système qu'il défend pour l'Europe repose sur deux principes importants : celui de légitimité, qui consiste à rendre tous les territoires européens à leur souverain d'origine, et celui d'équilibre entre blocs. Il voit là la traduction d'une solidarité européenne fondamentale qui constitue le meilleur gage de paix. Afin de tenter de sceller la situation engendrée par les traités de 1814-1815, des alliances assez larges entre pays européens sont signées. C'est le cas en particulier de la " Sainte Alliance " regroupant la Russie orthodoxe, l'Autriche catholique et la Prusse luthérienne bientôt rejointes par la France et l'Espagne. Mais toutes ces signatures vont rapidement tomber en désuétude. Il en est de même du " concert des nations ", qui restera en vigueur jusqu'en 1914. Celui-ci regroupe les grandes puissances mais exclut les plus petites, dont l'Espagne, et n'apparaît ainsi que comme l'image d'une vague union européenne. La montée des nationalismes comme s'opposant à la faiblesse des tentatives de politique commune n'empêche pas certains de croire en l'Europe unie. C'est le cas de V. Hugo qui s'exclame au congrès de la paix à Paris en 1849 : " Un jour viendra où vous, France, Russie, ... sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous confondrez étroitement dans une unité européenne supérieure ". Mais peu nombreux sont ceux qui partagent la même foi !

Parallèlement, de la fin du XVIII^{ème} siècle au début du XX^{ème}, l'Europe se manifeste par un phénomène qui lui est propre. Il s'agit de la révolution industrielle qui met une nouvelle fois en évidence la grande créativité du continent. L'Europe est incontestablement le centre mondial de la production énergétique et de produits finis. Elle est aussi le banquier du monde et l'espace du progrès important dans tous les domaines. Par exemple, de grandes découvertes médicales, dont les vaccinations, permettent l'allongement de la vie et renforcent la puissance du continent. Napoléon III n'entreprend rien pour construire l'Europe politique mais s'efforce de profiter du développement industriel pour lancer, dans les années 1860, une véritable organisation économique européenne. Hélas, une construction commune sur le seul libre échange n'assure pas la paix !

1.23 - Vers la destruction du continent

De 1871 à 1914, tandis que l'Europe poursuit la conquête du monde, le nationalisme est particulièrement exacerbé. En fait, le XIX^{ème} siècle, s'il reste brillant pour le continent en terme de science et d'industrie, est l'un des plus mouvementés de son histoire politique. La guerre, la montée du nationalisme, les alliances sans effets et même certaines formes de pacifisme fondées sur l'universalisme ou la lutte des classes sans référence géographique, sont autant de phénomènes qui s'opposent à l'unité européenne. Les Etats multinationaux comme l'Empire ottoman ou l'Autriche-Hongrie se divisent, tandis que les nations, incarnées par des Etats de plus en plus puissants, voient naître entre elles une méfiance, potentiellement source de conflits. Durant la période allant de 1854 à 1871, cinq guerres se déroulent sur le sol européen : Crimée, Italie, guerre des Duchés, guerre austro-allemande, guerre franco-allemande. Cette époque préfigure la destruction de l'Europe débutant en 1914.

C'est une Europe divisée politiquement mais maîtresse du monde qui s'entredéchire pendant la Première Guerre mondiale. Issue d'un mécanisme d'alliances que les hommes d'Etat ont été incapables d'arrêter, ce conflit particulièrement meurtrier démontre par l'absurde l'échec de la recherche de l'équilibre européen. Le " concert des nations " a finalement abouti au drame. Les deux camps, face à face dans les tranchées pendant de longs mois, ont constitué la terrible démonstration d'un équilibre européen finalement figé dans l'horreur. L'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 rompt cette situation en donnant l'avantage à l'Entente.

D'un point de vue géopolitique, il est intéressant d'examiner les traités de paix signés à l'issue de cette guerre, car leur faiblesse explique en partie le second conflit mondial, faisant de la période 1914-1945 celle d'une " guerre de trente ans " pour l'Europe, selon le mot du Général de Gaulle. Ils sont aussi en partie à la source des problèmes géopolitiques que l'Europe connaît actuellement dans sa partie centrale et balkanique. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'ensemble politique austro-hongrois regroupant notamment les nations tchèque, slovaque et hongroise, constitue une zone d'équilibre entre, au Nord, des peuples qui ne disposent pas de frontières naturelles et d'autres, au Sud, qui sont enchevêtrés. Les traités qui concluent la guerre pulvérisent cet ensemble. Celui de Saint-Germain, du 10 septembre 1919, disloque l'Autriche, ce qui a pour effet de consacrer la disparition d'une barrière contre l'Allemagne, quant à celui de Trianon, du 4 juin 1920, il réduit la Hongrie à un petit espace. La Yougoslavie est créée et la Tchécoslovaquie est constituée de toutes pièces. Enfin, le traité de Versailles du 21 juin 1919 humilie l'Allemagne et l'incite à la vengeance. Négocié sans la présence de la Russie bolchévique il exclut de fait une autre grande puissance. Ainsi, il ne peut pas constituer " un droit public européen " selon le mot de Talleyrand en 1815. Son seul aspect positif est qu'il ressuscite la Pologne après plus de 120 années de disparition. Finalement, il se crée un éparpillement d'Etats ayant souvent en leur sein d'importantes minorités, ce qui " balkanise " l'Europe centrale. L'Europe est véritablement pulvérisée en un grand nombre de pays (Estonie, Lettonie, Lituanie, Finlande...), ce qui engendre une situation d'autant plus dangereuse que ces Etats, stratégiquement indéfendables, sont situés à proximité de grands pays affaiblis. En outre, le nouveau pôle de puissance constitué par les Etats-Unis se méfie des Européens qu'il juge dangereux. Le président Wilson raisonne selon des perspectives mondiales et non européennes en initiant la Société Des Nations. Cette dernière est de toute façon condamnée à mort par le refus américain d'approuver le traité.

La période de l'entre deux guerres se caractérise par la prédominance des égoïsmes nationaux et la montée en puissance en Europe de régimes brutaux, tels que ceux de la Russie bolchévique, de l'Italie fasciste puis de l'Allemagne nazie, qui se démarquent des démocraties voisines faibles et découragées. Les années 1920-1930 sont aussi celles d'un isolationnisme américain très marqué, les Etats-Unis développant par ailleurs une puissance économique qui tend à supplanter celle de l'Europe.

Dans ce contexte, certains cependant croient fermement à une possible et nécessaire cohésion de l'Europe. Dans son projet d'Union Européenne de 1929, A Briand déclare : " Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme ceux d'Europe, il doit exister un système de lien fédéral ". Cette approche, qui sera finalement balayée, est néanmoins intéressante car elle intervient à contre courant de la part d'un chef de gouvernement.

Le désastre de la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle A. Hitler a voulu imposer une nouvelle Europe sous hégémonie du Reich, marque la fin d'une période terrible pour le continent.

1.24 - Vers la construction européenne

Dès la fin de la guerre, le débat sur la construction européenne est relancé, alors que les pays européens dévastés sont sous perfusion de l'aide américaine dispensée initialement par l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE), créée en 1948.

Des accords de Yalta en 1945, suivis du déclenchement de la guerre froide en 1947, jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989, l'Europe est scindée en deux ensembles géopolitiques distincts. L'Europe de l'Ouest est sous la protection militaire des Etats-Unis et subit économiquement l'influence américaine. C'est en son sein que naîtra la Communauté Economique Européenne, issue du Traité de Rome de 1957, qui regroupe initialement la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. L'Europe de l'Est est, quant à elle, sous une domination soviétique totale.

L'unité de l'Europe de l'Ouest devient, dès les années 1950, l'objet de débats géopolitiques et d'oppositions entre les partisans d'une union politique et les opposants à toute forme de fédération européenne. Les premiers, emmenés par les " pères de l'Europe " comme R. Schuman et K. Adenauer, souhaitent une Europe fédérale, garante de la paix, l'un des objectifs étant d'intégrer l'Allemagne dans un ensemble plus large pour éviter toute nouvelle dérive vers une guerre de grande ampleur. De plus, ils désirent constituer un espace solide, capable de faire face à la puissance économique, politique et militaire des deux grandes puissances : les Etats-Unis et l'Union Soviétique. A l'inverse, les antieuropéens, rejettent catégoriquement toute forme d'union en argumentant qu'une grande Europe serait nécessairement celle des oppresseurs ou celle d'une domination impérialiste vis à vis des colonies. Certains, sous influence communiste, voient dans l'union européenne la volonté affirmée de lutter contre le communisme et dénoncent l'asservissement économique de l'Europe devenant une simple extension du marché américain sans aucune capacité d'indépendance.

La " construction de l'Europe " voit finalement le jour à " l'Ouest ", non sans difficultés, après de longues décennies d'exacerbation des passions nationales. Elle débute d'ailleurs par un échec, celui de la non ratification par la France du projet de Communauté Européenne de Défense (CED) en 1954. Cette construction a repris de l'importance à partir de la crise économique des années 1970. Celle-ci a mis en évidence la nécessité d'une solide union économique en Europe pour faire contrepoids à la puissance américaine d'une part, et à l'émergence d'une forte économie japonaise d'autre part, considérée comme capable de ravir tous les marchés. C'est ainsi que certains responsables politiques ont accéléré la réalisation du marché unique de la Communauté Economique Européenne (CEE) débouchant finalement sur l'Acte Unique Européen de 1986. Mais ce sont également des raisons géostratégiques qui ont conduit les dirigeants politiques à vouloir " faire l'Europe " à partir de la fin des années 1970. A cet égard, la crise des " euromissiles " de 1983, qui a débuté par l'installation d'une nouvelle génération de missiles soviétiques braqués vers l'Europe occidentale, a fait prendre conscience aux Européens qu'un affrontement entre les deux superpuissances aurait

nécessairement pour théâtre l'Europe. Cela a contribué à renforcer l'idée que pour faire face, il fallait s'unir.

I.3 - Le nouvel espace européen

Depuis la chute du Mur de Berlin en 1989, l'espace européen n'est plus artificiellement coupé en deux entités et les contacts entre des pays appartenant aux anciens blocs se renouent naturellement. Néanmoins, il existe encore un grand déséquilibre entre l'Europe de l'Ouest, riche et stable politiquement, et l'Europe de l'Est, dont le décollage économique reste globalement difficile et qui connaît en plusieurs endroits de graves conflits réels ou potentiels.

Sur le plan géographique, l'Union Européenne compte désormais quinze membres avec l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède le 1^{er} janvier 1995. Sa population a ainsi été accrue de 6 % passant à 366 millions d'habitants, tandis que sa superficie a augmenté de 37 % en raison de l'apport de vastes territoires arctiques faiblement habités. Ce quatrième élargissement, caractérisé par un fort accroissement territorial, devrait être suivi par d'autres entrées dans les années à venir. En comptant les trois Pays Baltes et la Slovénie, il y a actuellement une douzaine de candidatures en voie d'examen. Ultérieurement, plusieurs Etats pourraient encore rejoindre l'Union. Il s'agit en particulier de la Suisse ou de la Turquie. Cette dernière, candidate depuis de nombreuses années, bénéficie d'un accord d'union douanière avec les Quinze depuis décembre 1995.

Les Quinze ne représentent que la moitié de la population et à peine plus du tiers de la superficie de l'Europe, considérée comme s'étendant de l'Atlantique à l'Oural. Compte tenu des évolutions récentes sur le continent, " l'espace des Quinze " ne semble plus constituer le cadre qui s'impose à la réflexion géopolitique. La réunification de l'Allemagne, qui a propulsé en 1990 cinq nouveaux Lander dans la CEE, ainsi que l'ouverture des pays ex-communistes, préfigurent une refondation de la géographie européenne. Sur son flanc oriental notamment, l'Union est confrontée à l'émergence de nouvelles périphéries qui vont parfois se trouver au contact de ses régions les plus défavorisées. Ainsi, à proximité du Mezzogiorno et de la Grèce, existent des espaces économiquement sinistrés, politiquement instables et potentiellement conflictuels. Il en est de même aux frontières de la Finlande. Considérée dans son ensemble, l'Europe post-communiste comprend une zone développée comptant un tiers de la population qui possède les deux tiers du PIB, entourée par des pays regroupant les deux tiers de la population avec seulement un tiers du PIB. Ce déséquilibre est en lui même porteur de tensions et exige, pour la survie à long terme de l'Europe vis à vis du reste du monde, une politique de réduction des écarts au sein du continent mais aussi entre l'Europe et ses abords immédiats, c'est à dire la Méditerranée et les républiques ex-soviétiques.

De fait, l'effondrement des régimes communistes a constitué une véritable rupture. Un poids sur l'Europe entière semble avoir disparu et les ex-Etats socialistes ont d'emblée cherché à se rapprocher de l'Union Européenne afin, dans un premier temps, de bénéficier d'aides

substantielles venant des pays riches d'Europe de l'Ouest. Dès 1985, M. Gorbatchev a même habilement utilisé le vocable de " maison commune " pour nommer l'Europe censée se montrer solidaire vis à vis de tous les pays du continent. En 1990, F. Mitterand appelle de ses vœux la formation d'une confédération européenne. Cependant, la rapide dislocation de l'Union Soviétique et les risques de conflits au sein et entre les quinze ex-républiques soviétiques ont modéré les partisans d'un tel projet. En 1991, un conflit majeur éclate en Europe avec le déchirement de la confédération yougoslave, et l'Union Européenne se montre impuissante à juguler cette crise dans laquelle s'enchevêtrent des nations redevenues antagonistes. L'action diplomatique européenne y est même apparue très divergente suivant les Etats. Ainsi, l'Allemagne a reconnu la Croatie sans concertation avec ses partenaires européens et a également reconnu la Slovénie avec l'Italie plus vite que la France et l'Angleterre. Ceci prouve le poids de l'histoire récente dans la politique de chaque pays. Dans ce cas, en effet, les liens entre la partie occidentale catholique de l'ex-Yougoslavie, longtemps liée aux Habsbourg, a certainement conduit à cette décision.

En somme, l'Europe des Quinze, forte entité économique, tente d'accroître encore son unité alors que simultanément d'autres Etats européens, en bordure de l'Union, ont tendance à se morceler et constituent des zones d'instabilité. Pour une partie de l'opinion publique des pays voisins, " les Quinze " constituent un club de privilégiés dont on aspire à devenir membre afin de bénéficier de la dynamique économique. Pour d'autres, cette union économique est un vain politique sans influence réelle sur la scène internationale. Dans les pays occidentaux, nombreux sont ceux qui jugent que l'Europe des Quinze doit se renforcer pour se prémunir des dangers du nationalisme, même si tout élargissement ou toute avancée politique ne se fera pas sans poser de problèmes. D'autres, au contraire, estiment que la montée du sentiment national lié à l'augmentation des Etats depuis quelques années (15 nouveaux Etats ont vu le jour en Europe entre 1991 et 1992), suffit à prouver que l'Etat-nation reste l'ensemble géopolitique essentiel. Ils précisent que, tout en se reconnaissant Européen en raison d'un fond culturel commun et d'une communauté d'intérêts, il ne faut pas aboutir à une Europe totalement intégrée.

Cette question, essentielle pour l'avenir, sera au coeur de la troisième partie de ce mémoire. Elle ne peut être abordée qu'après avoir envisagé les menaces qui pèsent sur le continent et son unité.

II - Les principaux déséquilibres géopolitiques en Europe

En cette fin de XX^{ème} siècle, il est possible d'affirmer que l'Union Européenne n'est directement menacée par aucun pays, qu'il soit de sa périphérie ou plus éloigné. Elle est plutôt bordée par des Etats qui souhaitent la rejoindre ou devenir ses partenaires. Il semble de toute façon évident qu'un agresseur potentiel n'aurait aucune chance de l'emporter compte tenu du rapport de forces très défavorable qu'il aurait à assumer. Même si une coalition imaginaire dotée de l'arme nucléaire tentait de braver l'Europe, il paraît raisonnable de soutenir que ce qui a dissuadé l'Union Soviétique au temps de sa plus grande puissance serait au moins aussi dissuasif face à une menace incomparablement moindre.

Par contre, de vives tensions à caractère ethnique ou reposant sur des revendications territoriales, existent au sein de l'Europe centrale et balkanique. De plus, certains vieux Etats-nations d'Europe occidentale connaissent des poussées régionalistes de la part de minorités qui ne sont pas sans rappeler l'époque, que l'on croyait révolue, d'un nationalisme européen exacerbé. Ces tentatives de sécession sont à mettre en parallèle avec l'instabilité rencontrée en Europe de l'Est, même si il ne faut pas attribuer les mêmes causes aux événements.

Enfin, c'est l'Europe toute entière qui se trouve menacée par son suicide démographique dont les conséquences pourraient apparaître au début du siècle prochain. Ce phénomène serait susceptible d'avoir d'importantes conséquences géopolitiques concernant la place et le rôle de l'Europe dans le monde.

II.1 - Les tensions en Europe centrale et balkanique

II.11 - Le contexte

La plupart des crises dans cette partie de l'Europe ont des racines historiques. Elles sont généralement liées aux décisions adoptées par les grandes puissances à l'issue de la Première Guerre mondiale. L'expression des nationalismes a été étouffée pendant toute la période du marxisme-léninisme et s'est finalement réveillée à la suite de l'implosion du système, au moment de la formation des démocraties dans les anciens pays communistes. En règle générale, les populations concernées ne réclament pas une modification des frontières des principaux Etats. Elles veulent simplement voir respecter ce qu'elles revendiquent comme leur droit et leur liberté. Il faut d'ailleurs noter que la création des nouveaux Etats, à l'issue des bouleversements de 1989 et 1990, n'a pas occasionné de modifications dans les frontières existant depuis 1945, voire 1920.

II.12 - Le Kosovo

D'une surface d'environ 11000 kilomètres carrés, peuplé de deux millions d'habitants, dont plus de 80% d'Albanais musulmans et 10% de Serbes, le Kosovo est, depuis 1945, une " province autonome " de la Serbie, située au nord-est de l'Albanie. Bassin de plaines encadrées de montagnes, il se trouve sur un axe de communication important entre le Danube et la mer Egée. Le problème géopolitique majeur de ce territoire est d'être revendiqué avec virulence par deux nationalismes concurrents, celui des Serbes et celui des Albanais. L'une et l'autre des parties revendiquent des droits historiques. Les Serbes mettent en avant que le Kosovo fût, aux XIII^{ème} et XIV^{ème} siècles, le coeur du royaume de Serbie, et les Albanais affirment que, descendants des Illyriens, ils sont les plus anciens habitants du lieu et qu'ils y sont majoritaires depuis longtemps. Il faut souligner que la Conférence des ambassadeurs réunie à Londres en 1912, au moment de la première guerre balkanique, a dessiné les

frontières de l'Etat albanais en excluant le Kosovo, pourtant déjà habité par une population majoritairement albanaise. L'intégration de la population du Kosovo à la société yougoslave n'a pas été une priorité du royaume de Yougoslavie entre les deux guerres. A la fin de la Seconde Guerre mondiale et suite à l'armistice italien, les Allemands ont occupé l'Albanie durant quelques mois et le protectorat allemand de l'Albanie a obtenu la restitution du Kosovo à l'Albanie. En 1945, le Kosovo reçoit un statut d'autonomie dans le cadre de la République de Serbie, au sein de la fédération yougoslave. Tito a conduit quelques efforts pour tenter d'arrimer le territoire à la fédération, mais le conflit latent entre les deux communautés a éclaté après sa mort en 1980. Les Albanais revendiquent dès 1981 l'élévation du Kosovo au rang de république autonome dans la Fédération yougoslave, ce que les autorités serbes et fédérales s'empressent de contester, craignant qu'un tel processus ne débouche vers la sécession et la formation de la grande Albanie. Les relations entre les communautés ne cessent de se détériorer notamment avec l'exploitation du nationalisme serbe par S. Milosevic, arrivé au pouvoir en Serbie en 1987. Les Albanais finissent par élire un président pour cette république en 1992, après en avoir proclamé la souveraineté. Ceci provoque la réaction militaire serbe dans ce qui demeure une province de Serbie, tandis que les Albanais s'emploient à obtenir la prise en compte de la question du Kosovo dans les négociations internationales sur l'ex-Yougoslavie.

Les pays d'Europe occidentale et les Américains tentent d'agir pour que ce conflit interne ne dégénère pas en entraînant d'autres explosions dans cette région instable, si proche de l'Union Européenne.

II.13 - L'ex-Yougoslavie

La guerre qui a sévi pendant plusieurs années en ex-Yougoslavie a également des origines historico-géographiques. Il faut souligner que, malgré la fin des combats, les liens entre la Fédération croato-bosniaque et la République serbe de Bosnie restent ambigus. De plus, la Yougoslavie, composée des deux républiques de Serbie et du Monténégro semble avoir du mal à assurer sa propre cohésion. Les Monténégrins ont d'ailleurs laissé entendre que, si le Kosovo devait se transformer en troisième république de la Fédération yougoslave, eux-mêmes quitteraient cette fédération, ce qui priverait la Serbie de son seul débouché maritime.

Au nord, subsiste le problème de Voïvodine. " Province autonome " de la Serbie, au même titre que le Kosovo, jusqu'en 1989, son autonomie est maintenant beaucoup plus réduite. La Voïvodine se distingue par la grande complexité de son peuplement, réalisé pour l'essentiel à partir du XVIII^{ème} siècle lorsque l'Autriche-Hongrie entreprit une politique de colonisation systématique destinée à repeupler cette riche région agricole fraîchement reprise aux Ottomans. Si les Serbes sont aujourd'hui les plus nombreux, plusieurs minorités dont des Hongrois, des Slovaques et des Roumains réclament le respect de leurs droits, mis à mal depuis la dislocation de la Yougoslavie. Plusieurs centaines de Yougoslaves d'origine hongroise ont demandé l'asile à la Hongrie pour ne pas être enrôlés comme soldats au Kosovo. En Hongrie même, nombreux sont ceux qui souhaitent soutenir plus activement cette minorité hongroise dont ils jugent les droits bafoués.

La Croatie, quant à elle, reste fragile bien qu'elle ait retrouvé, avec son indépendance, l'ensemble de son territoire : Slavonie et Krajna. Tout comme la Serbie, elle est soumise à un régime autoritaire porteur de tensions internes.

Enfin, la Macédoine, république de l'ex-Fédération yougoslave, est confrontée à de multiples problèmes, dus, en particulier, à sa situation stratégique. Elle est, en effet, constituée de la vallée du Vardar, encadrée de montagnes, qui constitue un axe stratégique majeur permettant de relier les plaines danubiennes à la Méditerranée. Elle est opposée à la Grèce, qui conteste l'existence d'une nation macédonienne faisant partie de la Macédoine et qui craint des prétentions territoriales sur une partie du nord de la Grèce, également nommée Macédoine. Elle connaît également des tensions avec la Bulgarie, qui ne reconnaît pas l'existence des Macédoniens, mais accepte cependant l'existence légale d'un Etat macédonien. De plus, la minorité albanaise du territoire macédonien représente environ le quart de la population ce qui inquiète les autorités compte tenu de la situation au Kosovo tout proche.

Finalement, aucun des problèmes qui agitent l'ex-Yougoslavie depuis la disparition du régime de Tito n'a trouvé de solution satisfaisante. Cette situation conflictuelle risquant d'impliquer un membre de l'Union Européenne, la Grèce, est dangereuse pour l'équilibre de l'Europe dans son ensemble. Seule la république de Slovaquie, depuis toujours plus développée que ses voisines et historiquement proche de Vienne et des Habsbourg, semble faire exception à ce tableau.

II.14 - Les tensions gréco-turques

La Grèce et la Turquie, bien que faisant partie l'une et l'autre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, connaissent une situation conflictuelle de longue date à propos, en particulier, de Chypre et des minorités grecques en Turquie et turques en Grèce. La question de Chypre, liée aux soubresauts inhérents à la liquidation de l'Empire ottoman, se repose avec acuité. L'île, divisée en un secteur grec, majoritaire, et un secteur turc se considérant comme une république bien qu'il ne soit reconnu que par la Turquie, est désormais candidate à l'Union Européenne. La Turquie, entend profiter des prétentions chypriotes pour soutenir sa propre candidature à l'Union Européenne. Mais la Grèce, se considérant comme l'élément avancé de l'Europe face au Sud-Est tente de maintenir la Turquie " asiatique " hors des instances européennes.

II.15 - Le cas des autres pays de l'ex-Europe de l'Est

Dans ces pays, l'évolution de la situation semble plutôt rassurante bien que certains, comme la Roumanie et la Bulgarie soient longtemps restés en retard vis à vis du processus de déstalinisation. On retrouve ici une trace des différences multiséculaires de rattachement des pays d'Europe centrale. Dans ceux traditionnellement liés aux Habsbourg donc à l'Occident, la contestation a eu plus de facilité à s'exprimer. Ce fût le cas en Tchécoslovaquie, en Hongrie

et en Pologne. Pour les autres, plus proches de l'Empire ottoman, le processus s'est déclenché plus tardivement.

Seule la Hongrie a suscité quelques inquiétudes en 1993 avec des déclarations politiques qui ont alarmé les dirigeants roumains, slovaques et ex-yougoslaves. Le premier ministre avait en effet déclaré qu'il se préparait à gouverner pour 15 millions de Hongrois, incluant ainsi les 3 millions de Hongrois vivant dans les pays voisins. Cette situation date de la fin de la Première Guerre mondiale. En 1919-1920, l'empire hongrois est démantelé et remplacé par deux Etats nationaux aujourd'hui disparus, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ce qui a conduit à l'existence de fortes minorités hongroises dans les pays voisins de la " petite Hongrie ". Actuellement, le gouvernement hongrois ne cherche plus la modification des frontières et vise l'intégration du pays dans l'Union Européenne.

II.16 - La Russie et ses voisins

L'instabilité de la Russie fait peser un danger non négligeable sur le monde occidental. Sans détailler les problèmes internes du pays, il faut évoquer ses relations avec ses ex-républiques voisines et, en particulier, celles de la partie occidentale. Il s'agit de la Moldavie, de l'Ukraine, de la Biélorussie et des trois Pays Baltes. L'indépendance des Pays Baltes est acceptée par le plus grand nombre et reconnue comme légitime. Mais l'ouverture a des limites et la sécession de l'Ukraine, en particulier, est vécue comme la rupture de plusieurs siècles d'histoire.

L'Empire russe se crée à partir d'un noyau central, la Moscovie, et se propage par cercles à partir du XV^{ème} siècle. Le premier cercle est constitué par les mondes tatar et sibérien. La conquête de la Biélorussie et de l'Ukraine, intervenant au XVIII^{ème} siècle, représente les acquisitions du second cercle. Elle sera suivie par l'expansion vers le monde turco-mongol et la mainmise sur les pays satellites.

En 1703, Pierre I^{er} fonde sa nouvelle capitale à l'embouchure de la Neva sur la Baltique, Saint Petersburg. Il obtient en 1721 par traité la Carélie, l'Ingrie, l'Estonie et la Lettonie. Mais c'est Catherine II qui complète très largement ces conquêtes en gagnant la Biélorussie en totalité, ainsi que la majeure partie de l'Ukraine, à partir des trois partages successifs de la Pologne en 1772, 1773 et 1795. Suit l'acquisition de la Lituanie, ce qui augmente considérablement la façade baltique de la Russie. Entre 1774 et 1792, la Crimée et la possession d'Odessa rejoignent par traité, ce qui permet à la Russie d'avoir enfin un accès à la mer Noire. Avec la prise de la Finlande en 1809, la Russie consolide sa façade sur la mer Baltique qui devient plus importante que celle de la Suède.

Tout comme l'Empire ottoman, l'Empire russe s'est décomposé par cercles. La Moldavie, petit pays coincé entre la Roumanie et l'Ukraine, est indépendante depuis 1991. Après de vives tensions avec la Russie en 1992, l'heure semble actuellement à l'apaisement. La Biélorussie, indépendante également depuis 1991, reste très proche de la Russie. Sa faible identité nationale la rapproche naturellement de son grand frère slave. Le problème de l'Ukraine semble être le plus crucial. Plus étendue que la France, peuplée de 52 millions d'habitants et possédant de nombreuses richesses, cette république est, comme ses voisines,

indépendante depuis 1991. Disposant de frontières communes avec la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et riveraine de la mer Noire, elle se considère comme le dernier état d'Europe centrale. Elle cherche à se rapprocher du monde occidental, plus qu'aucun autre de ses voisins. Mais, économiquement, l'Ukraine entretient les plus étroites relations avec la Russie et la Biélorussie. Sa population est également très imbriquée à celle de la Russie ce qui est potentiellement source de tensions. Il existe plus de 20% de Russes de souche à l'est du pays et ces derniers représentent pratiquement tout le peuplement de l'Ukraine industrielle. Ils constituent également 60% des habitants de la Crimée, péninsule " donnée " à l'Ukraine en 1954, dont la population, initialement formée de Tatars, a été déportée par Staline en Asie Centrale. Si une sécession de la partie russophone de la Crimée survenait, l'Ukraine pourrait y perdre la moitié de son littoral et, probablement, l'essentiel de ses régions industrielles.

Placée entre l'Europe centrale et le Caucase, bordant de tout son long la Biélorussie et la Russie, l'Ukraine est vouée par la logique de la géopolitique à un destin commun avec ses deux voisines slaves orientales. L'Ukraine est très attirée par le monde occidental mais il semble clair que la Russie ne laissera pas sa puissante voisine se rapprocher inconsidérément de l'Occident.

Afin d'évoquer l'ensemble de la question russe, il ne faut pas éluder le problème de l'enclave de Kaliningrad. Actuellement, les Russes cherchent à transformer cet espace dans la mesure où l'état des équipements est déplorable et où l'intérêt stratégique du territoire a considérablement diminué. Il ne semble pas y avoir de danger de crise majeure dans cette zone à court et à moyen terme.

II.17 - Conclusion

Les tensions sont vives dans l'ex-Europe de l'Est qui est loin de former un tout. Mais, au delà des conflits, il faut noter que la région a connu des réconciliations entre ennemis ancestraux qui peuvent être comparées à la réconciliation franco-allemande, ce qui est bon signe pour une future unité de l'Europe. Ainsi, la Hongrie et la Roumanie ont mis fin à leur opposition en 1996. Quant à la Pologne et à l'Ukraine, elles se sont enfin accordées après des années de déplacement des frontières de la Pologne.

II.2 - Les vieux Etats-nations fragilisés

II.21 - Le contexte

L'Europe de cette fin de siècle connaît des situations conflictuelles en dehors de sa partie centrale et orientale. De la Catalogne à la Flandre et de l'Italie du Nord à l'Ecosse, c'est toute l'Europe de l'Ouest qui est soumise à des mouvements séparatistes, et plus particulièrement l'Europe latine par opposition au bloc germano-scandinave. Rares sont cependant les

séparatistes européens qui semblent en mesure de parvenir à leur but dans un avenir proche. Face à ces tentatives de sécession, l'Allemagne réunifiée, forte de ses 80 millions d'habitants et de sa tradition fédéraliste, domine le continent par sa puissance.

Il faut souligner que la plupart de ces mouvements sont anciens mais qu'ils ont pu rebondir récemment en raison de deux facteurs principaux. Le bouleversement de l'ordre de Yalta, tout d'abord, a prouvé qu'il était toujours possible de modifier les frontières de l'Europe. Inversement, l'idée prônée par certains que les Etats-nations sont condamnés à perdre leur substance dans une Europe sans frontières, a augmenté l'espoir de ceux qui attendent avec impatience une " Europe des régions " entérinant la disparition des Etats séculaires dans lesquels ils vivent.

Enfin, cette poussée séparatiste prenant une forme régionaliste, repose essentiellement sur deux tendances. Pour certaines régions comme l'Irlande du Nord, l'Ecosse, le Pays Basque ou la Corse, les motivations peuvent être considérées comme nationalistes. Concernant l'Italie et la Belgique, en revanche, la volonté de séparatisme est plutôt, depuis quelques années, de nature économique.

II.22 - L'expression du sentiment national

Le Royaume-Uni est concerné à deux titres : pour l'Irlande du Nord, d'une part, et pour l'Ecosse, d'autre part. Mais les deux séparatismes n'ont pas la même expression. Dans le premier cas, la lutte armée a longtemps fait rage tandis que dans l'autre c'est le jeu démocratique qui prévaut.

Les graves tensions qui existent en Ulster reposent sur un problème d'identité nationale entre une majorité protestante " unioniste ", c'est à dire favorable à la Couronne britannique, et une minorité catholique partisane du rattachement de l'Ulster à l'Eire. La question est soulevée depuis 1921, date à laquelle a eu lieu la partition de l'île irlandaise après l'indépendance de la République d'Irlande (Eire). C'est à cette époque que l'originalité de l'Ulster s'est manifestée, dans la mesure où, surtout peuplée de protestants, cette région restait rattachée au Royaume-Uni. Le terrorisme, violent de la part des deux bords, a fait plus de 3000 morts depuis 1969. Le problème est d'autant plus compliqué, qu'avec le temps, une situation paradoxale s'est créée. Bien que divisées, les deux communautés ont développé en commun un " particularisme ulstérien ". Les protestants sont attachés à des traditions britanniques qui sont désormais étrangères à de nombreux habitants de la Grande Bretagne et le nationalisme irlandais, tel qu'il est défini par le Sinn Féin, a été rejeté depuis longtemps dans la République d'Irlande. Face à cette situation conflictuelle, les gouvernements britannique et irlandais cherchent à imposer la paix. Il semble que l'on s'oriente plus vers une évolution du statut de la province que vers un transfert de souveraineté auquel la majorité protestante s'opposerait et qui ne conviendrait pas nécessairement à l'Eire, étant donné le faible développement économique de la région.

Le problème de l'Ecosse est différent, car jamais les séparatistes de cette province n'ont songé à reconquérir par les armes une indépendance qui leur a été reprise il y a près de quatre siècles. Ils existent depuis la fin du siècle dernier mais leur action a été relancée dans les

années 1970 puis surtout dans les années 1990. Les différences culturelles avec l'Angleterre sont mises en évidence et remontent, en particulier, à l'histoire des peuples qui se disputèrent le territoire après le départ des Romains en 410. Des influences religieuses sont aussi en cause. Ainsi, l'Ecosse possède sa propre Eglise, une église presbytérienne. La situation géopolitique y est finalement moins complexe qu'en Irlande puisque la revendication porte sur une indépendance " simple ", c'est à dire sans rattachement à une autre entité. Cette revendication nationaliste, ancrée sur une forte identité politique, culturelle et sociale dispose aussi d'un solide socle économique : les plates-formes pétrolières de la mer du Nord. Elle apparaît donc comme plausible et vient à l'encontre de l'idée d'une Europe centralisée.

La question du Pays basque est du même ordre que la question irlandaise. Ce territoire, communauté autonome du nord-ouest de l'Espagne d'environ 7000 kilomètres carrés et de deux millions d'habitants, est marqué par un nationalisme se fondant sur la conscience de la spécificité ethnique d'un peuple qui possède une langue aux origines très lointaines. Le mouvement nationaliste apparaît à la fin du XIX^{ème} siècle et se manifeste d'abord par les positions défensives d'une partie de la société basque, se sentant menacée par l'arrivée massive d'ouvriers venus d'Espagne. Cette représentation d'un pays basque " envahi " a été exacerbée pendant la guerre civile espagnole et après celle-ci, quand les Franquistes abolirent l'autonomie de deux des trois provinces et interdirent pendant trente ans la langue et le drapeau basque. Fortement marqué par le terrorisme de l'ETA (" Pays basque et liberté "), qui traduit depuis de nombreuses années l'affrontement d'une partie des Basques avec le gouvernement de Madrid, le mouvement nationaliste est, en fait, fortement divisé. Des divergences existent sur la conception de l'indépendance. Dorénavant, le rêve d'un Etat basque indépendant, comprenant pour certains le Pays basque français et la Navarre, semble s'être évanoui en raison, essentiellement, d'une situation économique peu propice. De plus, le degré d'autonomie du Pays basque est désormais très élevé, ce qui discrédite les ultras aux yeux de l'opinion publique. Enfin, le Pays basque français, traditionnelle base arrière de l'ETA, reste attaché à la France.

La Corse est la région française qui pose les problèmes géopolitiques les plus graves et les plus difficiles à résoudre. Appartenant à la France depuis la fin du XVIII^{ème} siècle, elle était auparavant administrée par Gênes, non sans mal. Depuis le début des années 1970, un mouvement autonomiste puis indépendantiste, avec de multiples scissions, se livre à des attentats contre la " puissance coloniale ". Une représentation de l'île, comme étant un espace colonisé par un pouvoir central favorisant la mainmise des capitaux étrangers, voit progressivement le jour. Ce phénomène a des origines géographiques. La Corse est depuis très longtemps une terre de forte émigration et le phénomène est devenu plus complexe à partir des années 1960 avec l'arrivée de nombreux résidents d'Afrique du Nord, donnant à certains nationalistes l'impression de voir la terre corse passer aux mains " d'étrangers ". Malgré différents statuts particuliers proposés par l'Etat, les tensions sont permanentes. La mouvance nationaliste comprend des partisans d'une autonomie encore renforcée ainsi que des partisans nationalistes qui radicalisent leurs revendications politiques et culturelles.

C'est le nord de l'Italie qui fournit l'exemple le plus clair de ce type de séparatisme. La Ligue du Nord d'Umberto Bossi, qui remet en cause l'unité italienne, a pu se développer en raison de la faiblesse de l'Etat. Devant la montée vers le Nord des réseaux des mafias du Sud et la corruption grandissante des milieux d'affaires, l'idée s'est développée que le Nord devait se protéger et qu'il devait limiter ses relations avec le Sud, l'Italie se dotant d'une structure fédérale. Ce projet géopolitique est renforcé par l'idée que le Nord et le Sud ont un corps social différent. Le Nord, avec ses bourgeoisies urbaines actives depuis le Moyen Age, se réfère à l'Europe occidentale, alors que le Mezzogiorno conserve des structures méditerranéennes traditionnelles et se trouve même qualifié par certains " d'Afrique ". U. Bossi affirme que le pouvoir central est trop corrompu et que le Nord industriel et prospère, pays " utile ", a trop payé pour un Sud surassisté et profiteur. Mais la " Padanie " dont rêve Mr Bossi se heurte à plusieurs obstacles. Avant tout, ses frontières sont floues et ne correspondent à aucune réalité historique. De plus, elle ne motive réellement qu'un faible nombre d'électeurs, le discours du leader apparaissant comme trop radical.

Un mouvement du même ordre s'est développé au sein de la communauté flamande de Belgique où les revendications sont principalement d'ordre fiscal et moral. Les partisans de l'indépendance, qui se trouvent dans tous les partis politiques flamands, expliquent que la Flandre ne peut plus continuer à payer pour une Wallonie dont les industries traditionnelles sinistrées sont toujours en cours de reconversion. Après avoir obtenu la mise en place d'un système fédéral, ils souhaitent une réforme de la Constitution qui devrait être discutée en 1999 et jouent également sur leur supériorité démographique. Par ailleurs, il faut souligner l'existence depuis 1986, dans la région de Liège, d'un mouvement qui désire le rattachement de la Wallonie à la France. Mais le discours essentiellement économique soutenu par les séparatistes est sous-tendu par des facteurs culturels et politiques. La Belgique se caractérise en fait par une situation géopolitique tendue entre Flamands et Wallons, depuis sa création en 1831 et ce, malgré l'autonomie toujours plus importante accordée par les gouvernements belges successifs aux deux communautés depuis les années 1960. Le territoire de la Belgique n'a longtemps été qu'un émiettement de provinces plus ou moins contrôlées par des puissances étrangères que ce soit l'Espagne, l'Autriche ou la France. Finalement, les Belges n'ont choisi librement ni leur régime politique, une monarchie constitutionnelle imposée par la conférence de Londres de 1830, ni leur roi, ni leur système de défense, la neutralité. Au cours du XIX^{ème} siècle, la Belgique n'a pas suivi le mouvement national qui s'est développé en Europe et par la suite, les deux guerres mondiales ont constitué des occasions supplémentaires de diviser les peuples belges. Leur territoire ayant été un des grands champs de bataille, les Belges ont énormément souffert pendant les deux conflits. Dès 1945, des hommes politiques belges sont les partisans résolus d'une Europe politiquement intégrée, dont l'unité leur apparaît comme le moyen d'éviter de nouveaux affrontements. Mais cette politique pro-européenne sert aussi les nationalismes flamand et wallon pour lesquels une Europe politiquement intégrée peut avantageusement remplacer l'Etat central. L'exemple de la séparation à l'amiable de la Slovaquie et de la République Tchèque constitue un modèle pour certains partisans d'une partition de la Belgique qu'ils estiment n'être qu'un " accident de l'histoire ". Mais la séparation de la Belgique ne semble pas inéluctable. Elle exigerait notamment un accord sur Bruxelles, capitale formant région depuis 1990 et de surcroît capitale européenne, à majorité francophone mais située en territoire flamand. Aucune des deux communautés n'est prête à sacrifier la cité.

II.24 - Conclusion

Il existe d'autres tendances séparatistes en Europe occidentale que celles évoquées dans les paragraphes précédents. La Catalogne, le Pays de Galles ou la Savoie sont aussi trois régions dans lesquelles se manifeste une effervescence régionaliste. Tous ces mouvements semblent trouver un précédent dans les événements de 1848 en Europe. Ces derniers étaient dirigés contre des ensembles multinationaux, particulièrement l'Empire ottoman ou l'Empire des Habsbourg, et non, comme aujourd'hui, dans la perspective d'une Europe fédérale dirigée contre des Etats-nations. Ils exprimaient pour la plupart la volonté de renouer avec une identité perdue, l'identité tchèque, slovaque, roumaine, polonaise, croate, hongroise ... même si ils se sont finalement soldés par des échecs, les grands ensembles, à l'instar de l'Empire autrichien, retrouvant momentanément leurs droits. Les Etats-nations ne semblent pas pouvoir être emportés par toutes les tentatives de sécession. Mais ces dernières prouvent que la construction de l'Europe et son équilibre par rapport au reste du monde, peuvent difficilement ignorer l'identité des peuples.

II.3 - L'Europe victime de sa démographie

La démographie a toujours été une des clés de la puissance. Ainsi, du XV^{ème} siècle, époque des découvertes de C.Colomb, au début du XX^{ème} siècle, l'Europe a étendu son empire colonial grâce à sa supériorité technique, scientifique et militaire mais aussi en raison de sa population importante par rapport à celle du reste du monde. Pilier de ce dispositif, la France est, jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle, le pays le plus peuplé d'Europe. Par la suite, le recul démographique dont elle est victime a pour résultat une perte d'influence, pour le plus grand bénéfice de ses voisins immédiats, l'Angleterre et l'Allemagne. Comme autre exemple de l'impact du facteur démographique, il faut évoquer le cas de la Russie. La population russe a connu une forte augmentation après l'abolition du servage en 1861. Ce phénomène a été l'une des causes de l'expansion de l'Empire vers le Caucase ou la Sibérie.

La puissance d'un pays peut être schématiquement représentée par le produit de quatre facteurs que sont, la cohésion morale, l'organisation de la société, la maîtrise de la technologie et la population. En somme, un pays peut être riche et bien structuré sans pour autant obtenir le statut de grande puissance car il est faiblement peuplé. C'est le cas du Luxembourg. A l'inverse, l'Inde, pays à propos duquel de nombreux observateurs s'accordent à souligner qu'il est fortement émergent malgré de graves problèmes ethniques, dispose d'une population d'un milliard d'habitants avec une élite hautement qualifiée d'environ 30 millions de personnes. Quant aux Etats-Unis, ils sont encore en période de croissance démographique et, avec leurs 270 millions d'habitants et leur avance technologique, ils constituent la première puissance mondiale. En 1820, ce pays était indépendant depuis 50 ans mais, avec 9 millions d'habitants, il était encore inexistant.

L'Europe occidentale vit dans la prospérité et attire ses nombreux voisins délivrés du joug communiste. Or, elle souffre comme eux d'un mal insidieux et profond qui met en cause le rang d'une " Grande Europe " vis à vis du reste du monde : il s'agit de la stérilité qui menace jusqu'à sa survie. Mais, devant l'urgence de la reconstruction des pays de l'ancien bloc de l'Est, cette donnée fondamentale du long terme a tendance à être oubliée. Le renouvellement des générations n'est plus assuré à l'inverse des pays du sud de la Méditerranée et, plus globalement, du croissant islamique qui encercle le monde européen. L'Europe est, avec le Japon, l'espace le plus touché par la crise démographique. Dans les deux cas, l'indice de fécondité avoisine 1,5 enfants par femme alors qu'il devrait être de l'ordre de 2,1 afin d'assurer le remplacement des générations. En dehors de la Suède et de l'Irlande, la sous-fécondité est générale. Elle est particulièrement marquée en Europe centrale, en Allemagne, en Italie (un enfant en moyenne par femme) et en Espagne. Certains pays comme la Roumanie et l'Ukraine ont même un taux de mortalité supérieur au taux de natalité ; ils sont en phase de dépopulation. Les raisons de cette faible natalité sont nombreuses mais ce que l'on peut qualifier de " suicide démographique " risque, à l'horizon 2050, de ramener le poids de la sphère européenne à 10 % de la population mondiale alors qu'il est d'environ 17 % aujourd'hui. D'autre part, la population européenne est désormais la plus vieille du monde avec une personne sur six âgée de plus de 65 ans. Le cas de la France est particulièrement évocateur. A la veille de la peste noire de 1348, la population française connaît un sommet historique : elle représente alors près de 5 % de la population mondiale. En 1993, son poids n'est plus que de 1 % et en 2100 il pourrait ne représenter que 0,5 %. A moins d'un fort apport migratoire, la marginalisation de l'Europe en général et de tous les pays du continent en particulier, est inscrite dans les chiffres de la démographie, même s'il faut noter que le fléchissement de la fécondité est actuellement très important chez la presque totalité des géants démographiques (Inde, Indonésie, Brésil, Bangladesh, Mexique et surtout Chine) . Par rapport à un ensemble comme l'ALENA, l'Europe ne fait pas le poids.

En terme de géopolitique, il existe des risques inhérents à cette anémie démographique. Un espace de moins en moins peuplé et vieilli perd son dynamisme économique, sa volonté d'innover et ne se fixe plus d'objectifs pour le long terme. Il est alors conduit à se laisser supplanter par un autre. De plus, le recours massif à l'immigration, qui permet actuellement à plusieurs pays d'Europe d'avoir une population qui continue à croître, est inévitablement source de tensions. Une immigration nombreuse en provenance de pays très différents culturellement et socialement peut saturer la capacité d'assimilation et menacer l'identité culturelle. La perte d'homogénéité ethnique est un facteur de vulnérabilité. Enfin, il faut rappeler que le nombre continue à jouer pour défendre un territoire et qu'un espace est d'autant plus difficile à défendre et facile à occuper qu'il est désert. En outre, le financement d'un appareil de défense, toujours très coûteux, nécessite, entre autres, des contribuables. A titre d'illustration, il y a 22 millions de salariés en France contre 130 millions aux Etats-Unis.

Contrairement à certaines idées reçues, la population est un des facteurs importants de la puissance. Si elle veut tenir une place importante dans le monde au siècle prochain, l'Europe est impérativement tenue de relever le défi démographique. Elle doit, en particulier, adopter une politique volontariste de natalité pour renouveler ses générations et assurer son avenir. A défaut d'une telle orientation, elle est condamnée à une fragilisation interne, potentiellement source de déséquilibres et de tensions, et à une perte d'influence notable sur la scène internationale, certainement néfaste à l'équilibre de la planète.

III - Vers une grande Europe pour le XXI^{ème} siècle

De même que l'Europe doit relever le défi démographique pour assurer sa survie, elle est impérativement tenue de rétablir son équilibre interne afin d'être en mesure de jouer son rôle vis à vis du reste du monde. La constitution de fédérations, fondées sur une communauté historique et culturelle, semble être une voie pour y parvenir. L'Europe doit également définir clairement ses frontières à l'est afin de garantir son équilibre. Dans la perspective de la construction d'une Europe stable et puissante, la France a un rôle de premier plan à jouer.

III.1 - La recherche de l'équilibre pour le continent

Le continent est morcelé en une grande variété d'Etats de toutes tailles, parfois mal assurés, dont le nombre pourrait encore augmenter en raison des tentatives séparatistes régionales. L'Europe, de plus en plus diverse, doit donc chercher la stabilité, gage de cohérence et de puissance par rapport aux autres grands ensembles.

III.11 - Le principe de l'équilibre

La notion d'équilibre européen a constitué le principe fondamental de l'ancienne diplomatie. Au XVII^{ème} et au XVIII^{ème} siècle, elle a inspiré les personnages politiques les plus éclairés de l'Ancien Régime comme Richelieu, Louis XIV ou Talleyrand. Appliquée au Congrès de Vienne, elle a permis d'épargner les conflits à l'Europe pendant un demi-siècle et son détournement, à la fin du XIX^{ème} siècle, a conduit à la Première Guerre mondiale. Les traités qui ont suivi cette tragédie n'étaient pas guidés par le principe de l'équilibre européen, mais par l'idéologie nationaliste. Ils ont initié le morcellement de l'Europe centrale et la prépondérance germanique débouchant sur la Seconde Guerre mondiale. Dès 1920, l'historien J. Bainville analysait ces traités dans un document intitulé : " Les conséquences politiques de la paix ". Il résumait sa pensée ainsi : " Plus d'Autriche-Hongrie. Une Russie pour le moment barbare et hostile, et dont l'avenir est inquiétant. Entre cette Russie et l'Allemagne, et depuis les bords de la Baltique jusqu'à ceux de la mer Noire, un éparpillement de nations, dont la plus nombreuse, la nation polonaise, est prise entre deux feux. Il n'existe plus sur le continent européen de grandes puissances pour nous aider à établir un équilibre que la présence germanique rend nécessaire. Et cette masse est la seule qui soit homogène et organisée au milieu d'une vaste décomposition : voilà ce qu'il est impossible de perdre de vue ".

A l'issue du second conflit mondial, un équilibre s'est effectivement instauré sur le sol européen. Mais il a existé aux dépens du continent, entre deux puissances extra-européennes : l'Union Soviétique et les Etats-Unis. Depuis 1945, la Russie avait imposé l'union sous la contrainte à la plupart des Etats d'Europe centrale et balkanique, tout en maintenant l'Allemagne divisée.

L'effondrement de l'Empire soviétique laisse l'Europe dans l'état de déséquilibre initié par les traités de 1919 et de 1920, et les conflits qui en résultent peuvent avoir des conséquences sur l'équilibre du continent tout entier. Néanmoins, le problème ne se pose pas exactement dans les mêmes termes que dans les années d'entre deux guerres. L'Allemagne réunifiée ne menace aucun de ses voisins. Ni ruinée, ni humiliée, elle est au contraire le pays le plus riche d'Europe et elle est devenue un symbole d'unité et de stabilité. Si la situation est moralement beaucoup plus saine qu'en 1920, elle est en revanche économiquement beaucoup plus difficile pour des pays d'Europe centrale comme la Hongrie ou l'ex-Tchécoslovaquie qui jouissaient, au début du siècle, d'une relative prospérité. Le déséquilibre entre l'Allemagne et ses voisins n'est plus stratégique mais économique. Et celui-ci pourrait finalement entraîner un déséquilibre politique si les pays riverains de l'Allemagne devenaient tellement dépendants économiquement de leur grand voisin, que cela finirait par conditionner totalement leur politique. Si l'Allemagne étend sur l'Europe centrale un rayonnement économique qui se transforme en influence politique, ce ne sont pas seulement ses rapports avec l'Europe centrale qui en seront modifiés, mais également les rapports qu'elle entretient avec les autres puissances économiques et politiques du continent. C'est finalement toute l'Europe qui peut s'en trouver déséquilibrée.

III.12 - Les enjeux de l'intégration européenne

La question de l'équilibre interne de l'Europe est en relation directe avec celle de son organisation politique. L'Union Européenne actuelle, certainement élargie dans les années à venir, est destinée à évoluer vers l'intégration politique. Cependant, issue de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), elle a été conçue dans un but économique. L'affirmation de la finalité politique a presque systématiquement été contournée par les questions économiques et monétaires, notamment depuis le Traité de Rome de 1957. L'échec du projet de Communauté Européenne de Défense (CED) en 1954 est, peut être, l'une des causes de ce repli. Il apparaît en fait deux logiques qui cohabitent pour la construction européenne, une logique de l'intégration qui vise à la supranationalité et une logique de coopération. Cette dualité se traduit par l'existence d'éléments " préfédéraux " comme le Parlement et un budget européen, ainsi que par la permanence d'un système de coopération entre Etats souverains comme le conseil intergouvernemental. Le traité de Maasschrit de 1993 crée l'Union Européenne qui n'est pas un super Etat. Le pilier central reste économique dans le but d'achever le marché intérieur. Cependant, quelques avancées dans les domaines de la justice et de la police ainsi que dans celui de la Politique Etrangère et de Sécurité Commune (PESC) ont été formulées, jetant les bases d'une union politique encore floue. Dans le domaine de la défense, les Etats membres de l'Union sont en désaccord, souvent profond, sur les questions de souveraineté nationale. De plus, le lien avec l'OTAN reste un sujet délicat. Certains Etats, comme la Grande-Bretagne, considèrent que leur défense ne dépend que d'eux mêmes ou de l'Alliance Atlantique et d'autres, comme la France, se déterminent plus

volontiers pour une défense européenne. Finalement, même au travers du traité d'Amsterdam, il n'existe pas de projet politique fort et les Etats-nations n'estiment pas avoir tous les mêmes objectifs géopolitiques, ce qui les conduit à vouloir conserver une grande partie de leur souveraineté. En outre, l'élargissement de l'Union Européenne pose une question essentielle : comment peut être " gouvernée " une Europe à 25 ou 30 Etats ?

L'Europe politique n'en est qu'à l'état de discours. Si elle se réalise un jour, elle aura pour ultime tendance de se calquer sur l'organisation économique du continent, c'est à dire selon le principe d'une intégration totale, organisée autour d'un pouvoir législatif et d'un exécutif unique. Ce système, s'il était appliqué sans préalable, aurait pour principale conséquence de désintégrer les Etats nationaux, qu'ils soient anciens ou qu'ils s'efforcent de naître ou de renaître. Un pouvoir central rencontrerait certainement des difficultés à résoudre les crises territoriales ou ethniques qui pourraient survenir dans des régions instables et périphériques du continent. Il serait nécessairement dépassé. Enfin, pour les petits pays d'Europe centrale, le corollaire d'un tel dispositif serait la constitution, au coeur de l'Europe, d'un ensemble de plus de 85 millions de germanophones regroupant les Allemands et les Autrichiens, autour de Berlin, véritable pivot d'une " Mitteleuropa " et pouvant géopolitiquement être considérée comme une capitale d'empire. Le poids économique d'un tel ensemble serait prédominant. Aussi, l'intégration de l'Europe centrale prendrait plutôt la forme d'une absorption de fait.

Dans un avenir proche, la construction européenne peut difficilement résider dans une intégration totale d'Etats de plus en plus nombreux et différents tant sur le plan économique que géopolitique. Il est nécessaire d'envisager une étape intermédiaire qui pourrait être celle de confédérations.

III.13 - Vers une Europe confédérée, garantie d'équilibre pour le continent

Pour le proche avenir, l'alternative à une Europe politique intégrée pourrait être une Europe confédérée, formée d'Etats-nations puissants et de fédérations d'Etats, dans le but d'assurer un équilibre au continent. Ce système ne présente pas d'incompatibilité avec la poursuite de la réalisation de la vaste zone d'intégration économique que constitue l'Union Européenne.

Ces fédérations ne reposeraient pas sur l'idée nationale mais seraient nécessairement supranationales. L'exemple de la monarchie autrichienne qui a perduré du Moyen-Age jusqu'au début du XX^{ème} siècle est, à ce titre, très révélateur. Elle a subsisté car elle répondait aux exigences économiques, politiques et stratégiques des pays reliés par le bassin du Danube en garantissant leur indépendance et, par conséquent, leurs identités nationales respectives. Une petite nation éprouve des difficultés à assurer seule son indépendance et doit, le plus souvent, chercher à faire partie d'un ensemble plus vaste dont la crédibilité repose sur le respect des caractères propres de chaque peuple. Le cas de l'ex-Fédération yougoslave est le contre exemple à éviter. Cet ensemble a été mis en place à l'issue de la Première Guerre mondiale contre le consentement d'une partie des intéressés et sans prendre en compte le poids des facteurs historiques et culturels. La Slovénie et la Croatie catholiques étaient rattachées depuis des siècles à la monarchie danubienne. Elles n'avaient pratiquement rien en

commun depuis le Moyen-Age avec la Serbie, orthodoxe et indépendante après avoir été vassale de l'Empire ottoman. Elles tentent naturellement de se rapprocher de l'Autriche et de l'Italie qui ont, l'une comme l'autre, joué un rôle important dans leur sécession. Une fédération doit s'établir selon des frontières historiques et culturelles. Mais ceci n'est pas facile à réaliser : le plan de paix de Dayton en ex-Yougoslavie, par lequel les peuples sont encore très imbriqués, le montre bien.

Il existe cependant des arguments ou des obstacles qui vont à l'encontre de la constitution de fédérations en Europe centrale. Le premier d'entre eux est de nature économique. Il est vrai que " l'ex-Europe de l'Est " est sortie ruinée d'un demi-siècle de gestion communiste et que le déséquilibre avec ses voisins de l'ancienne " Europe de l'Ouest " est considérable. Mais ne doit-t-il pas y avoir un primat du politique sur l'économique pour la mise en place de fédérations danubiennes ? La constitution de l'Autriche-Hongrie en 1867 offre une bonne illustration de ce principe. Par rapport à la Bohême, assez riche, en croissance rapide et proche de Vienne, la Hongrie n'avait pas, à cette date, les mêmes atouts. Or c'est elle qui l'a emporté dans les destinées de l'empire, les milieux politiques de ce pays présentant plus de cohésion et sachant mieux défendre leur cause. C'est sur des bases strictement politiques que le compromis austro-hongrois de 1867 s'est fondé, les domaines de la diplomatie et de la défense étant réglés une fois pour toutes alors que les affaires économiques étaient traitées par accords décennaux et limités. De même, la réunification de l'Allemagne s'est réalisée sans hésitation alors que, d'un strict point de vue économique, elle pouvait être considérée comme impossible. Cela montre que les raisons économiques sont incapables d'empêcher la réunion de communautés qui souhaitent partager un même destin. A l'inverse, le déchirement de l'ex-Yougoslavie prouve qu'elles sont impuissantes à faire vivre ensemble des communautés qui ne le désirent pas.

Les obstacles à la reconstitution de fédérations en Europe centrale sont encore plus d'ordre psychologique qu'économique. Sortant, depuis quelques années seulement, d'une domination sans partage d'un demi-siècle, les pays de l'ex-Europe de l'Est ne sont pas nécessairement enclin à chercher le regroupement. Redécouvrant les schémas de pensée élaborés avant la dictature soviétique, ils retrouvent naturellement les tendances nationalistes du début du siècle. Les tensions qui déchiraient " l'Europe de l'Est " avant 1945 n'ont été qu'assoupies par le régime soviétique. Elles se réveillent de manière presque intactes à l'aube du XXI^{ème} siècle et peuvent dégénérer en conflits.

Cependant, face à ces données incontournables, il existe des constantes géopolitiques qui vont dans le sens de l'union des peuples d'Europe centrale. La première est leur communauté de destin liée à leur histoire commune. Du Moyen-Age au XX^{ème} siècle, une même histoire a fait naître dans ces pays un fond culturel partagé, y compris sous la tutelle soviétique. D'autre part, ces pays ont en commun le même milieu géographique et les mêmes voisins. Ils se situent dans l'espace danubien, entre le bloc germanique, à l'Ouest, et l'ensemble slave oriental, à l'Est, composé de la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. La coexistence dans l'espace danubien inspire d'ailleurs à plusieurs dirigeants d'Europe centrale le sentiment d'une communauté de destin. Entre les zones de peuplement instables constituées par la plaine du Nord de l'Europe et les Balkans, il existe un espace de population relativement stable. Il s'agit de la plaine hongroise, du quadrilatère bohême, des monts de Slovaquie et des Alpes autrichiennes. Organisé autour du Danube, il a pour symbole Vienne, l'une des extrémités d'un triangle historique comprenant également Prague et Budapest. Si l'avenir

économique de l'Autriche passe certainement par l'Union Européenne, son avenir politique est inscrit, dans un premier temps, vers l'Europe centrale. L'Europe centrale gagnerait certainement à se reconstituer autour de l'axe Vienne-Budapest qui doit être un élément essentiel de l'Europe future.

La fédération d'Europe centrale, pivot de l'équilibre du continent, pourrait inclure d'autres pays que l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. La Pologne, en particulier, y aurait sa place. Peuplée de slaves chrétiens possédant une culture proche de celle des Tchèques et des Slovaques, elle est également reliée historiquement au royaume de Bohême. La Silésie fut l'une des provinces de ce royaume, du Moyen-Age au XVII^{ème} siècle. En outre, la Galicie a été membre de l'empire d'Autriche, presque sans interruption de 1772 à 1919, et n'a pas connu d'oppression autrichienne. A l'inverse, l'oppression russe et prussienne a sévi dans d'autres parties de la Pologne. Une adhésion d'un pays comme la Pologne à une fédération d'Europe centrale donnerait une dimension européenne à la fédération et contribuerait à stabiliser l'aire constituée par le nord de l'Europe continentale. La Slovénie et la Croatie, toutes les deux slaves de culture occidentale et de tradition politique habsbourgeoise, pourraient également rejoindre la fédération.

En plus de la fédération d'Europe centrale, d'autres fédérations pourraient voir le jour sur le continent. Au Nord, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ainsi que la Finlande sont unies par la géographie, l'histoire et leur voisin commun, la Russie. Elles pourraient se rassembler au sein d'une fédération baltique. Partageant la mer Baltique avec les pays scandinaves, elles seraient naturellement amenées à avoir des rapports directs avec eux, car elles en sont issues. Au Sud-Est, les Etats du bassin inférieur du Danube soit la Serbie et ses associés, la Roumanie, la Bulgarie ainsi que l'Albanie, la Grèce et la Turquie qui constituent un débouché sur la Méditerranée, constitueraient idéalement une fédération balkanique. Hélas, de très nombreux problèmes de minorités subsistent dans cette région d'Europe et ne semblent pas en mesure d'être réglés dans les années à venir. Le Pacte balkanique conclu en 1934, après une suite de guerres particulièrement meurtrières, avait déjà amené la Turquie, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie, conscients d'une communauté de destin, à s'associer. Le but était de tenter de faire face diplomatiquement, voire militairement, à l'Allemagne et à la Russie.

La constitution des fédérations d'Europe centrale, balkanique et baltique serait certainement une solution judicieuse pour que " l'ex-Europe de l'Est " retrouve un équilibre. Ceci est une condition indispensable pour que le continent tout entier, éventuellement réuni dans l'avenir en une entité politique commune, puisse faire entendre sa voix vis à vis du reste du monde.

III.2 - L'Europe face à l'Est

Comme il a été précisé au début de ce mémoire, le continent européen n'a pas de véritable frontière naturelle avec l'Asie, dont il constitue le prolongement occidental. Or il est

indispensable de fixer la limite orientale du continent, ce qui fait notamment ressortir le rôle charnière de la Turquie.

III.21 - Les frontières orientales du continent

En tant que séparation entre l'Europe et l'Asie au Nord-Est, l'Oural n'est qu'une convention géographique. Géopolitiquement, cette chaîne peu élevée ne signifie rien. De même, au Sud-Est, les frontières de l'Europe ne sont pas clairement définies. Le monde slave oriental et le monde turc partagent la caractéristique d'être géographiquement et culturellement aux lisières de l'Europe. Le premier est au moins autant soumis à l'influence de l'Asie que le second à celle de l'Europe. Ceci les place, l'un et l'autre, en position de lien entre l'Europe et l'Asie. Ces deux mondes entretiennent des relations avec les pays européens mais en nouent également entre eux. L'Europe se doit d'entretenir des rapports avec ces deux espaces qui, tour à tour, l'un à la Renaissance et l'autre au XX^{ème} siècle, ont tenté de lui imposer leur domination, en suivant une logique d'expansion par cercles à la manière d'empires militaires.

La Russie, la Biélorussie et l'Ukraine constituent un ensemble géographiquement trop vaste et démographiquement trop lourd pour faire partie de l'Europe proprement dite. L'Europe est essentiellement occidentale et centrale. Cependant, si les pays slaves orientaux devaient s'effondrer, cela constituerait un grave facteur d'instabilité aux frontières du continent. Il faut donc que l'Europe maintienne des liens solides avec ces pays, en particulier avec la Russie. Immense Etat eurasiatique, la Russie dispose notamment de la Sibérie, enjeu important du XXI^{ème} siècle. Les richesses de cette région sont considérables et dépassent tout ce que peut offrir le sous-sol d'Amérique ou d'Afrique du Sud. Tout ce dont manque l'Europe s'y trouve en grande quantité que ce soit en terme de combustibles ou de minerais. Or, les pays slaves orientaux n'ont pas les moyens d'exploiter seuls ces richesses et ont besoin des savoir-faire européens pour en tirer le meilleur parti. La Sibérie a une importance économique capitale pour la Russie comme pour l'Europe, mais son importance stratégique est encore plus grande. En effet, la possession de la Sibérie permet le contrôle du ciel de la planète et de tous les mouvements de navires dans l'océan Arctique. Cette immense région est très peu peuplée et pourrait, dans l'avenir, être perdue par une Russie exsangue et n'ayant plus les moyens de gérer un trop vaste territoire. Le principe des vases communicants et la convoitise feraient que les importantes populations de l'ensemble turco-mongol, de la Chine, voire du Japon pourraient saisir une partie de ce territoire qui les borde. Il est fondamental pour l'Europe de collaborer avec le propriétaire de la Sibérie. En d'autres termes, l'Europe doit être assurée de son prolongement eurasien.

III.22 - La Turquie : contrefort de l'Europe au Sud-Est

Le premier élément du prolongement eurasien de l'Europe est constitué par les pays slaves orientaux tandis que le second est représenté par la Turquie. La situation géographique de ce

pays lui permet de contrôler le flanc sud de l'ensemble constitué par la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine, marqué par l'instabilité politique et les difficultés économiques. Si la Turquie liait solidement son sort à celui de l'Europe, elle contribuerait largement à maintenir ces pays dans de bonnes dispositions vis à vis du continent. Il en est de même pour les Républiques turco-mongoles que sont le Tadjikistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et la Kirghisie, qui se sont détachées du monde soviétique et sont en recherche d'une nouvelle identité, balançant entre le monde turc et le monde iranien.

De plus, la position de la Turquie lui offre, d'une part, la possibilité de contrôler le mouvement de toutes les unités dans la mer Noire et, d'autre part, de commander l'accès à la Méditerranée par le Bosphore et les Dardanelles. Rappelons que la nature maritime de l'Europe implique qu'elle doit impérativement, pour des raisons économiques et stratégiques, maintenir la liberté de passage dans les détroits qui verrouillent l'accès à ses mers intérieures. Maîtrisant l'accès de la Méditerranée au nord-est, la Turquie contrôle également tous les mouvements en Méditerranée orientale par son littoral sud. Enfin, par son littoral occidental, en liaison avec la Grèce, elle domine la mer Egée qui représente pour les deux pays un intérêt vital. Tout ceci pose en termes géopolitiques le problème de l'appartenance de la Turquie à l'Europe.

Cette question est d'autant plus importante que l'Anatolie, qui tourne naturellement le peuple turc vers l'Ouest, constitue le grand contrefort de l'Europe vers le Proche-Orient. Ses barrages sur l'Euphrate vont faire d'elle la maîtresse des eaux dans toute la région, entraînant en particulier une dépendance de la Syrie et de l'Irak. A la charnière du monde européen et du monde oriental, la Turquie représente une force de stabilisation considérable pour le Proche-Orient. Elle a certainement besoin d'être arrimée plus fermement au continent européen pour assumer cette importante mission.

Ainsi, il est logique que la Turquie, république depuis 1923, assurant la séparation entre la religion et l'Etat depuis 1928, demande depuis plusieurs dizaines d'années son admission dans la Communauté européenne. Mais, s'il est évident que la sécurité européenne inclut la Turquie, il n'en est pas moins clair que la Turquie pose question au sujet de la sécurité du continent. Le conflit gréco-turc qui s'éternise et les atteintes à l'égard du peuple kurde, éloignent la perspective d'une intégration de la Turquie à l'Union Européenne. De plus, les pays occidentaux redoutent une montée de l'islam dans ce pays de plus de 60 millions d'habitants, à la limite orientale de l'Europe. L'Allemagne, en particulier, où vit une minorité turque d'environ deux millions de personnes, craint une adhésion de la Turquie à l'Union qui permettrait à l'ensemble des Turcs de circuler librement sur tout le continent. Sur le plan économique, les membres de l'Union européenne savent que l'adhésion de la Turquie coûterait dans un premier temps des dizaines de milliards d'écus même si à terme, ce pays est potentiellement un marché prometteur.

Il faut donc reconnaître que les conditions ne sont pas remplies pour une intégration immédiate de la Turquie à l'Union Européenne. Mais les facteurs géopolitiques conduisent à ancrer ce pays au continent européen d'une manière ou d'une autre. Un isolement de la Turquie conduirait certainement à renforcer les nationalistes et les fondamentalistes et l'Europe n'a aucun intérêt à ce que la Turquie devienne le promontoire d'un monde hostile à l'Occident. A l'extrémité du monde turkestan, une Turquie " européenne " permettrait un lien important entre l'Europe et ce dernier. Elle jouerait notamment un rôle d'interface avec la

Sibérie, au nord, et les mondes iranien et chinois au sud. Comme le résume P. Béhar dans son ouvrage : " Une géopolitique pour l'Europe " : " La Turquie est à la croisée du Vieux Monde. A l'ouest, elle regarde vers le monde européen ; au nord, vers le monde russe ; au sud, vers le monde arabe ; à l'est, vers le monde touranien. Il ne faut pas qu'elle devienne le coin, enfoncé dans l'Europe, de trois mondes hostiles. Il est essentiel pour l'Europe qu'elle soit son contrefort et son prolongement vers l'Asie centrale " .

III.3 - Le destin géopolitique européen de la France

La constitution de fédérations en Europe centrale et balkanique constituerait un acte politique majeur, permettant de reconstituer l'équilibre de la partie orientale du continent. Par conséquent, elle assurerait la stabilité de l'Europe dans son ensemble, considérée comme n'incluant pas les républiques slaves orientales et la Russie. Il convient maintenant de rappeler le rôle géopolitique essentiel de la France en Europe, détentrice de nombreux moyens nécessaires à l'établissement de cette nouvelle et indispensable stabilité.

III.31 - La position privilégiée de la France en Europe

La France se situe au coeur de la grande aire de stabilité qui longe la façade atlantique de l'Europe. Géographiquement coupée des pays de l'ex-Europe de l'Est, elle ne peut pas prétendre exercer sur eux une forte influence. Par contre, à l'échelle de l'Europe, la France est un grand Etat, et a, de ce fait, de lourdes responsabilités géopolitiques.

Par sa surface, la France est le plus grand pays d'Europe après la Russie et en constitue le pendant à l'extrémité occidentale du continent. Mais c'est essentiellement par sa situation que la France est privilégiée. Elle est le seul pays d'Europe à avoir à la fois une vocation continentale et maritime, ses frontières étant bordées de manière presque égale par la mer et par la terre. Alors que l'Allemagne est un Etat continental et la Grande-Bretagne une puissance maritime, la France présente les deux caractéristiques. Par conséquent, elle est directement concernée par tous les événements qui se déroulent sur le continent européen autant que par ceux qui ont lieu en mer, de la Norvège à l'Atlantique Sud ainsi que sur la plus grande partie de la Méditerranée. Ce facteur original a contraint la France à mener une politique continentale et une politique maritime et le pays a souvent été victime de cette double charge. C'est ainsi que, retenue dans un conflit continental, la France a perdu le Canada. En somme, cette situation géographique fait de la France le carrefour de l'Europe, à la croisée de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud, entre l'Europe continentale et l'Europe atlantique.

Cette position centrale sur le continent européen se reflète à l'intérieur même du pays. La France est un espace de synthèse où se retrouvent un mélange de culture flamande au Nord,

de tradition germanique à l'Est, de racines celtiques à l'Ouest et d'influence espagnole et italienne au Sud. De toutes les cultures d'Europe, la culture française est la plus européenne. Constituant le plus ancien Etat-nation d'Europe, structuré politiquement avant tous les autres, son rayonnement par le passé s'explique assez facilement.

Cependant, la France souffre de faiblesses qui expliquent, pour une part, son déclin en Europe à partir du XIX^{ème} siècle. La première d'entre elles est son insuffisance démographique. Si la France avait la densité de population de l'Allemagne, elle compterait 130 millions d'habitants, soit plus du double de sa population actuelle ! Cette faiblesse de peuplement se conjugue avec une économie, dont le poids en Europe n'est pas à la hauteur du destin géopolitique que la France est tenue d'assumer. Ces données, cumulées avec les très lourdes pertes de la Première Guerre mondiale et la défaillance morale qui en découla, ont conduit le pays à s'effacer sur le continent au point de perdre une grande part de son prestige en Europe et dans le monde au milieu du XX^{ème} siècle. Cette situation s'est en partie rétablie après la Seconde Guerre mondiale, la France redevenant un Etat important dans la partie libre de l'Europe, d'autant que la Grande-Bretagne s'enfonçait alors dans la crise et que l'Allemagne était divisée.

III.32 - Les grandes lignes d'une politique européenne de la France

L'effondrement de l'Union Soviétique, qui a débouché sur la réunification de l'Allemagne, a conduit à une diminution du poids relatif de la France en Europe. Jusqu'alors au cœur de l'Europe libre, la France s'est retrouvée sur la frange occidentale de la nouvelle Europe, loin des nouvelles nations naissantes à l'est du continent. Quant à l'Allemagne, proche géographiquement et culturellement de ces peuples, elle a naturellement renoué des liens avec eux, accroissant ainsi sa sphère d'influence et faisant renaître chez certains la peur d'une " grande Allemagne ". Face à cette situation à partir de laquelle les relations du couple franco-allemand, " pilier de la construction européenne ", ne pouvaient qu'évoluer, la France a dû s'adapter. Certaines de ses actions diplomatiques ont d'ailleurs été contredites par les positions allemandes. C'est ainsi que Paris, relayée pour l'occasion par Londres, s'est opposée au désir d'indépendance des Slovénes et des Croates, manifesté en 1990 alors que l'Allemagne, appuyée par l'Autriche et l'Italie, soutenait cette revendication. Finalement, l'Allemagne a mis la Communauté européenne devant le fait accompli en l'obligeant, quelques mois plus tard, à reconnaître la Slovénie et la Croatie. Tout ceci montre à quel point la France compte moins qu'avant en Europe.

La France a cependant les moyens d'une politique européenne que sa position sur le continent lui impose. Tout d'abord, pour les Etats de l'ex-Europe de l'Est longtemps asservis, elle reste le symbole des droits de l'homme. Elle a donc la possibilité d'établir des liens culturels solides avec ces pays en cherchant, en particulier, à répandre la connaissance de la langue française. Des relations économiques et politiques découleraient naturellement de l'action culturelle qui, pour l'heure, est plutôt allemande ou américaine.

L'Allemagne, plus puissante économiquement que la France, est particulièrement capable d'offrir aux pays européens récemment libérés du joug soviétique une sérieuse assistance matérielle. Mais il existe un domaine où la France est supérieure à l'Allemagne, il s'agit de celui des armes. L'Europe qui se crée a besoin de protection et la France est le seul Etat européen à disposer d'une force de dissuasion indépendante des Etats-Unis, celle de la Grande-Bretagne étant étroitement intégrée au dispositif américain. Or, les armes constituent un excellent moyen de rayonnement diplomatique. S'il est trop tôt pour concevoir une extension de la dissuasion française à toute l'Europe, cette idée n'est pas à exclure pour le futur, dans le cadre d'une grande Europe unifiée cherchant à préserver ses intérêts vitaux.

De plus, les données géopolitiques fondamentales de l'Europe exigent la maîtrise des mers pour que le continent puisse assurer la sauvegarde de ses intérêts. Avec la Grande-Bretagne, la France est la seule puissance navale d'Europe. Elle a donc un rôle clé à jouer dans ce domaine. La maîtrise des mers est liée à la maîtrise du ciel qui permet l'anticipation stratégique et accroît la liberté d'action des forces armées et notamment des navires. La France, possède une industrie spatiale de tout premier plan et doit certainement continuer à développer un programme de satellites en coopération avec les autres grands pays européens. Seule la naissance d'un ambitieux programme spatial affranchira l'Europe de la tutelle américaine et lui donnera une véritable capacité de décision et d'action politico-militaire.

Enfin, il faut souligner que la France reste très ouverte sur le reste du monde. Parmi les grands pays européens elle est la seule à disposer de forces prépositionnées outre-mer et son rôle dans les relations internationales est souvent plus important que celui de l'Allemagne et même de la Grande-Bretagne. Ses relations privilégiées avec le continent africain, font d'elle le pivot de l'indispensable politique méditerranéenne que l'Europe doit mener, afin d'assurer sa sécurité et de favoriser le développement de cette région du monde.

Conclusion

-

L'effondrement de l'Union Soviétique a incontestablement tourné une page de l'histoire de l'Europe. Mais, après l'euphorie de la libération du joug communiste, elle laisse finalement le continent en plein désarroi. L'Europe redécouvre certaines questions léguées par la dislocation des Empires habsbourgeois et ottoman, que ni le traité de Versailles, ni le sommet de Yalta n'avaient résolues.

Le nombre croissant d'Etats européens de toutes tailles, dont une grande partie connaît des problèmes économiques importants et des situations géopolitiques tendues, doit inciter l'Europe à rechercher avant tout son équilibre interne, condition première de sa stabilité. Ceci est particulièrement nécessaire pour deux raisons. Tout d'abord, les inéluctables tentatives de sécession dans les vieux Etats-nations pourraient conduire à un éclatement des souverainetés, inévitablement source de tensions. Ensuite, les conflits latents ou existants en Europe centrale et balkanique pèsent sur la sécurité du continent tout entier. Pour parvenir à cet équilibre, l'Allemagne, nouveau géant européen, et la France, bénéficiant d'une situation privilégiée, ont un rôle fondamental à jouer.

En plus de son indispensable équilibre interne à trouver, l'Europe a également d'autres défis à relever pour tenir le rang qui lui revient sur la scène internationale au siècle prochain. Son prolongement en Eurasie l'oblige à maintenir des liens solides avec le monde slave oriental et notamment avec la Russie qui lui ouvre la porte de la Sibérie. Elle est également tenue de ne pas isoler la Turquie, qui lui fournit un contrefort par rapport au Turkestan occidental. De surcroît, son puissant caractère maritime lui impose de conserver la maîtrise du littoral et le contrôle des mers qui l'entourent, pour assurer ses flux économiques et sa sécurité militaire. Enfin, sa situation démographique catastrophique doit impérativement susciter une action politique.

L'Histoire nous montre qu'il a existé de nombreuses Europe depuis plus d'un millénaire, mais que l'intégration politique n'a presque jamais été réalisée. Ainsi, l'Empire carolingien n'a duré que quelques dizaines d'années et l'Empire napoléonien, bafouant la réalité des peuples, n'a pas survécu. La stabilité politique en Europe pourrait passer par la construction de fédérations d'Etats, édifiées autour de réalités géopolitiques communes.

L'Histoire nous permet aussi de mettre en évidence des facteurs d'unité. L'Europe a été pendant des siècles le centre de la culture, du développement et du pouvoir. Une civilisation européenne fondée en grande partie sur des valeurs chrétiennes a vu progressivement le jour. Elle n'a pas empêché les déchirements internes au continent mais elle a rayonné sur l'ensemble du monde. C'est à partir de la conscience de cette civilisation commune, capable de transcender les haines anciennes, qu'il faut envisager de bâtir une future confédération européenne, en tenant compte des rapprochements déjà réalisés et des réalités géopolitiques.

Bibliographie

1 - Ouvrages

-

- " L'idée d'Europe dans l'Histoire " - Jean-Baptiste Duroselle - 1965.
- " L'Europe : Histoire de ses Peuples " - Jean-Baptiste Duroselle - 1990.
- " Une géopolitique pour l'Europe " - Pierre Béhar - 1992.
- Dictionnaire de géopolitique - Sous la direction d'Yves Lacoste - 1996.

2 - Articles

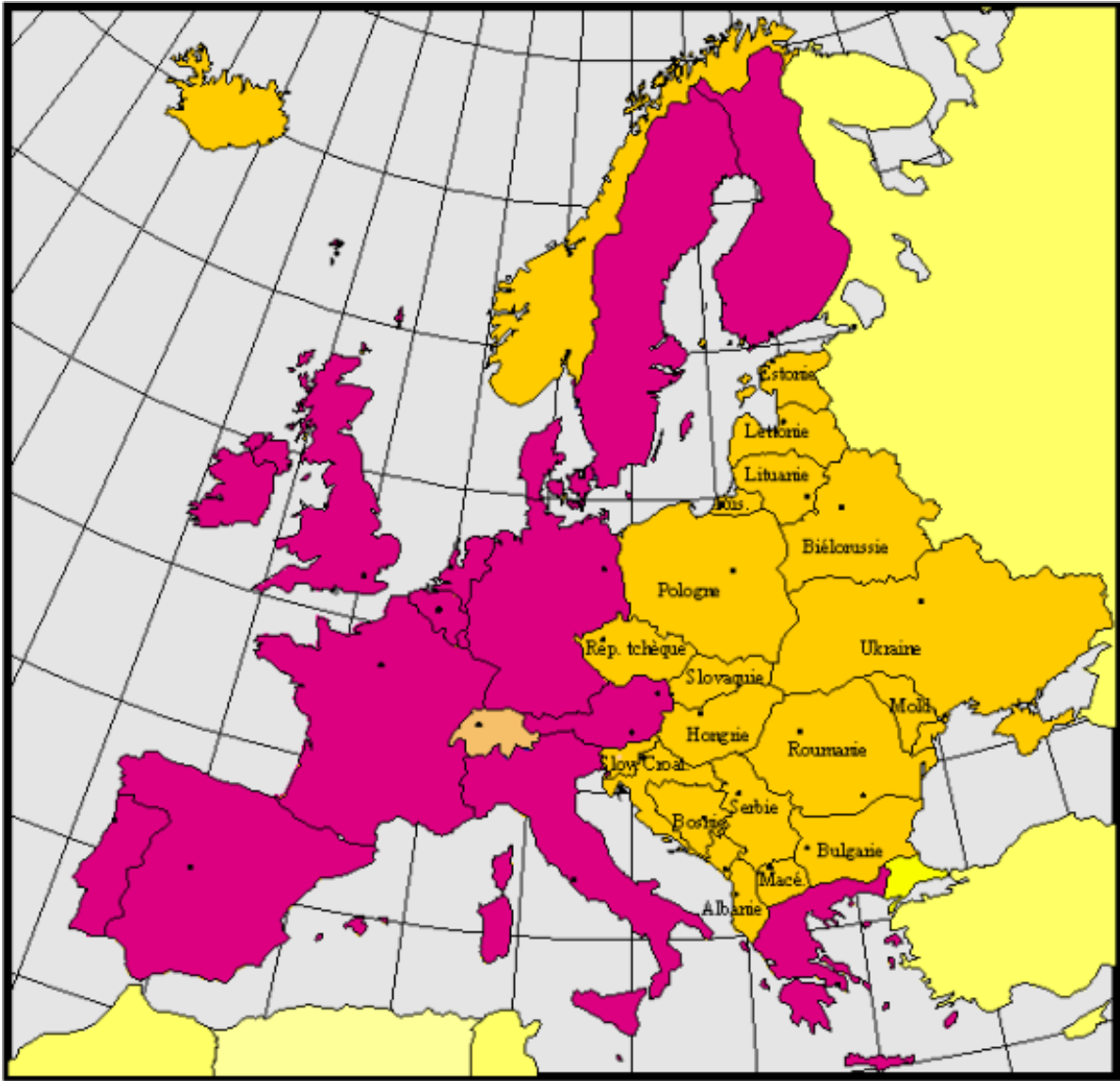
- " Le continent européen en danger de décomposition " - Dominique David - Le Monde diplomatique - décembre 1992.
- " La Turquie piétine aux portes de l'Union Européenne " - Michel Verrier - Le Monde diplomatique - mars 1995.
- " Une paix durable en Europe centrale ? " - dossier sous la direction de Ian Gambles - Les cahiers de Chaillot - octobre 1995.
- " La géographie incertaine du continent " - Jean-François Drevet - Le Monde diplomatique - mars 1996.
- " Repenser le couple franco-allemand " - Pierre Béhar - Le Monde diplomatique - mai 1996.

- " L'Europe dans tous ses éclats " - dossier de la rédaction - Le Spectacle du Monde - novembre 1997.
- " Démographie : l'Europe en danger " - CE Louarn - Mémoire de géopolitique au CID 5 - 1998.

3 - Conférence

- " Les foyers potentiels de crise en Europe " - Thomas Schreiber - Les mercredis du CHEAR - 28 octobre 1998.

ANNEXE : l'Europe en 1998



Union Européenne

